



le poing **et** la rose

10, rue de Solferino, Paris - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N°113 - septembre 1985 - 6 F

Congrès de Toulouse 11, 12 et 13 octobre 1985

**MOTIONS
NATIONALES
D'ORIENTATION**



Conditions d'admission au Comité directeur

Rappel du règlement intérieur (page 40)

Les candidatures sont libres au sein de chaque courant de pensée.

« Pour les organismes de direction nationale, elles doivent être déposées au niveau national cinq semaines avant la date du congrès national. Elles sont annexées aux motions d'orientation et publiées dans la presse interne du Parti. Pour les organismes de direction fédérale, elles doivent être déposées au niveau départemental deux semaines avant la date du congrès fédéral. Elles sont communiquées aux sections par la fédération. »

Important

Pour tenir compte des impératifs du calendrier du Congrès national qui se déroulera les 11, 12 et 13 octobre, le Bureau exécutif unanime a modifié et précisé la procédure :

- 1) Les motions d'orientation publiées dans le « Poing et la Rose » seront accompagnées d'un nombre limité de signatures.
- 2) Les candidatures au titre des motions devront être déposées auprès du Secrétariat du Parti avant le **9 septembre dernière limite**.
- 3) Les candidatures seront publiées dans le « PS Info » qui paraîtra le 13 septembre (bien préciser au titre de laquelle des motions il est fait acte de candidature).

Ces dispositions ont été annoncées dans le n° 254 de PS INFO daté du 31 août 1985.

Il est en outre rappelé que les militants doivent se prononcer non seulement sur les motions, mais aussi sur les propositions de modifications statutaires publiées dans le « Poing et la Rose » n° 112.

SOMMAIRE

MOTION 1

Rassembler autour du parti socialiste pour réussir la nouvelle étape.

- I - L'ENJEU DU CONGRÈS DE TOULOUSE (pages 4 à 6).
 - II - GAGNER LA BATAILLE DES ÉLECTIONS (pages 6 à 7).
 - III - FIXER LES ORIENTATIONS POUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE (pages 8 à 13).
 - IV - RASSEMBLER AUTOUR DU PARTI SOCIALISTE (pages 14 et 19).
- CONCLUSION (page 19).

MOTION 2

Convaincre

LA FRANCE EST INQUIÈTE MAIS... LE SURSAUT EST POSSIBLE... EN MODERNISANT LE SOCIALISME (pages 20 à 22).

- I - AFFIRMER NOS PRIORITÉS (pages 22 à 25).
- II - POUR 1986, UNE STRATÉGIE CLAIRE (page 26).
- III - LE RÔLE DES SOCIALISTES (page 27).

Texte présenté par Marc Chesnot, membre du Comité directeur (pages 28 à 32).

**ARGUMENTAIRE SPÉCIAL RENTRÉE
PAGES 15 A 18**

En page 32 : désignation des candidats aux élections de mars 1986.

MOTION 1

Rassembler autour du Parti Socialiste pour réussir la nouvelle étape

Motion d'orientation présentée par : Lionel JOSPIN,

Jean-Marie ALEXANDRE, Guy ALLOUCHE, Jean-Marc AYRAULT, Jean-Paul BACHY, Jacques BADET, Jean-Marie BAEUMLER, Marc BALDY, Jean-Pierre BALLIGAND, Alain BARRAU, Claude BARTOLONE, Marie BASSET, Philippe BASSINET, Christian BATAILLE, Guy BECHE, Jean BESSE, Jean-Marcel BICHAT, Jean-Claude BLANC, Yannick BODIN, Thierry BONDOUX, Nicole BOUYALA, Tony BRIANCON, Nicole BRICQ, Martine BURON, Alain BUSNEL, Denise CACHEUX, Jacques CALMON, Pierre CARASSUS, Françoise CARLE, Marie-Arlette CARLOTTI, Jean-Louis CARRERE, Jean-Baptiste CASTILLA, Dinah CAUDRON, Gisèle CHARZAT, Michel CHARZAT, Lucien CHAUDAGNE, Annette CHEPY-LEGER, Daniel CHOLLEY, Michel COFFINEAU, Pierre COHEN, Alain COQUARD, Paul CORBIER, Anne CUBLIER, Marcel DEBARGE, Michel DEBOUT, Bertrand DELANOE, Gérard DELFAU, Henri DELISLE, Lucien DELMAS, Marie-Jo DENYS, Charles DEPOORTER, Bernard DEROSIER, Yvon DESCHAMPS, Jean-Pierre DESTRADE, Geneviève DOMENACH-CHICH, Colette DUBERNAT, Daniel DUPUIS, Yves DURAND, Claude ESTIER, Roger FAJARDIE, Philippe FARINE, Michel FRANCAIX, Jean-Claude FRUTEAU, André GARNIER, Georges GAROT, Françoise GASPARD, Gérard GAUME, Armand GILETAT-REVELY, Robert GILLY, André GIRARD, Jean-Paul GIRAUD, Christian GOUX, Jean GUERARD, Michel GUYOT, Alain HAUTECOEUR, Jacques HUNTZINGER, Jean-Louis JOSEPH, François JOLY, Claudine LABRUNIE, André LAIGNEL, Yves LEBAS, Gérard LE GALL, Philippe LENTSCHENER, René LEUCART, Micheline LEVCHIN, Martine LIGNIERES, Charles-Emile LOO, Paul LOUBET, Paul LUSSAULT, Philippe MADRELLE, Suzanne MARTIN, Jacques MELLICK, Louis MERMAZ, Didier MIGAUD, Gilbert MITTERRAND, Christiane MORA, Didier MOTCHANE, Jean MOTRONI, Marie-Thérèse MUTIN, Jean NATIEZ, Véronique NEIERTZ, Alain NERI, Arthur NOTEBART, Janine PARENT, Daniel PERCHERON, Rodolphe PESCE, Michel PEZET, Christian PIERRET, Jacques PIETTE, Bernard PIGAMO, Jean-Paul PLANCHOU, Robert PONTILLON, Jean POPEREN, Christian PROUST, Jean-Jacques QUEYRANNE, Alfred RECOURS, Sylvain RENARD, Bernard ROMAN, Frédéric ROSMINI, Michel SAINTE-MARIE, Georges SARRE, Claude SAUNIER, Françoise SELIGMANN, Luc SOUBRE, Gisèle STIEVENARD, Dominique STRAUSS-KAHN, Eugène TEISSEIRE, Bernard THAREAU, Yvonne THEOBALD-PAOLI, Anne TREGOUET, Daniel VAILLANT, Yves VIDAL, Michel VIGNAL, Jean-Pierre VIGNAU, Henri VIOLS, Hervé VOUILLOT, Lucien WEYGAND,

Joël BATTEUX, André BILLARDON, Gilbert BONNEMAISON, Jean-Louis DIEUX, Georges FRECHE, Jean-Yves LE DRIAN, Paul LORIDANT, André MERIC, Maurice POURCHON, Henry SABY, Gérard SAUMADÉ,
et Pierre MAUROY.

SOMMAIRE

I - L'ENJEU DU CONGRÈS DE TOULOUSE

1. Ne pas se cacher les difficultés
2. Mobiliser pour gagner
3. Que doit faire le Congrès ?

II - GAGNER LA BATAILLE DES ÉLECTIONS

1. Gagner contre la droite et l'extrême droite
2. Gagner contre la politique de division de la direction communiste
3. Gagner en rassemblant autour des socialistes
 - Un bilan gouvernemental important
 - Les éléments du choix en 1986

III - FIXER LES ORIENTATIONS POUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE

1. Pour une nouvelle croissance
 - Les conditions de la croissance
 - Les contraintes extérieures
 - Un pacte national de croissance
2. Pour une répartition plus équitable
 - Organiser l'aménagement du temps de travail

- La protection sociale
- Poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires
- Faire un nouvel effort contre les inégalités

3. Améliorer la vie des gens

- Agir sur les lieux de vie
- Mieux vivre ensemble

4. A l'extérieur une politique indépendante et solidaire

- Seuls les socialistes peuvent conduire une politique réellement indépendante
- Assurer la sécurité du pays
- Construire l'Europe
- Lutter contre l'asphyxie économique et politique du tiers monde
- Défendre partout les droits de l'homme

IV - RASSEMBLER AUTOUR DU PARTI SOCIALISTE

1. Une stratégie claire
2. Un Parti assuré
3. Faire vivre le Parti socialiste

CONCLUSION



I - L'enjeu du Congrès de Toulouse

Le Congrès que les socialistes tiendront à Toulouse les 11, 12 et 13 octobre 1985 doit servir de point de départ à une formidable mobilisation et à un immense travail de conviction politique. C'est la condition du succès pour les législatives de 1986. Dans la perspective de 1988, il doit nous permettre de clarifier, pour les socialistes et l'opinion, un certain nombre de questions et de faire des propositions au pays.

C'est ce moment particulier qui donne à ce Congrès son caractère. Il est fait pour que les socialistes débattent entre eux librement, se rassemblent, élisent leur direction. Mais il a surtout pour but de convaincre les Français de la justesse de la politique qui est celle du gouvernement et de la validité de nos propositions. Contre la droite, sa démagogie, ses propositions destructrices et son esprit de revanche, seul le soutien aux socialistes permettra au pays de garder des perspectives d'avenir.

1. Ne pas se cacher les difficultés

Nous ne devons pas nous cacher la réalité des difficultés. Aujourd'hui, l'opinion ne nous est pas dans sa majorité favorable. Elle est surprise par la brutalité des rapports de force internationaux et de la compétition économique à laquelle les gouvernements de droite n'avaient pas préparé le pays. Elle est déçue que des grandes questions comme le chômage et l'insécurité n'aient pas été plus vite en voie de résolution. Inquiète pour l'avenir, elle nous a fait sentir plusieurs fois, lors d'élections intermédiaires, son insatisfaction.

La droite, battue politiquement en 1981, mobilise sur le terrain économique ses relais les plus actifs. Pourtant, les plus éclairés parmi les chefs d'entreprise savent que le retour au pouvoir d'une droite revancharde, qui a pour programme de balayer trente ans d'acquis sociaux et pour seule ambition d'agresser le monde du travail, présente un risque majeur de déstabilisation sociale.

Cela n'a pas empêché les dirigeants du C.N.P.F. de se comporter en agents des forces conservatrices. Qu'il s'agisse de discréditer les résultats positifs des entreprises publiques, de mener bataille contre les libertés syndicales, de refuser les compromis qu'implique toute négociation paritaire, la stratégie de ce patronat est claire : il s'agit d'utiliser la crise comme prétexte d'une vaste offensive en vue de mettre en cause les acquis sociaux les plus fondamentaux. La droite n'a qu'une ambition : saper les fondements de la négociation collective et de la protection sociale au bénéfice d'un modèle isolant l'individu dans l'entreprise.

Pour les socialistes, cette démarche est inacceptable. Il est de plus irréaliste de vouloir fonder le redressement de l'économie sur les débris du droit social. Il existe une relation étroite entre l'élargissement des droits sociaux, la démocratisation de la gestion des entreprises et leur compétitivité.

Cette situation est aggravée par le fait que la direction du Parti Communiste, au lieu de tenir sa place dans le combat gauche-droite, contribue, par ses critiques systématiques et injustes, à affaiblir notre camp.

2. Mobiliser pour gagner

Apprécier lucidement une situation n'est pas s'y résigner. Nous avons connu dans le passé d'autres moments difficiles que nous avons su maîtriser. Peu nombreux étaient, avant 1981, ceux qui prévoyaient la victoire socialiste et pourtant nous avons gagné.

Nous devons donc aborder ce Congrès et la période qu'il ouvre avec un esprit offensif et mobilisateur.

Nous devons être fiers de notre bilan. La droite a gouverné dans les temps de la prospérité. Qu'en a-t-elle fait ? Elle nous a laissé un appareil productif insuffisamment modernisé et un pays où s'étaient accumulés privilèges et frustrations. Nous gouvernons au plus fort de la crise. Qu'avons-nous fait ? Nous avons réduit l'inflation, entrepris la modernisation de l'appareil productif, accompli les réformes que l'État, l'économie et la société attendaient. Les impératifs de la compétitivité nous ont conduits à une politique plus rigoureuse que nous le souhaitions, et certains des nôtres nous le reprochent.

La rigueur n'est pas un objectif mais un moyen au service de nos objectifs et au service du pays.

Pour la première fois dans l'histoire de la gauche, les socialistes achèvent une législature en ayant, de bout en bout, assumé la responsabilité du gouvernement. Alliant la volonté de réforme et la rigueur de la gestion, ils ont su s'installer dans la durée, en dépit des prophéties de l'opposition. Non seulement ils gèrent mieux que leurs prédécesseurs l'économie d'un pays hautement industrialisé, mais aussi ils ouvrent une voie démocratique au socialisme. La droite en est consciente. Elle sait combien cela pèsera sur la vie politique et l'histoire du pays. D'où l'acharnement avec lequel elle s'efforce, par la caricature, la démagogie et parfois le faux grossier, de dénaturer notre action et notre bilan. Elle ne veut pas seulement nous battre, elle a besoin de nous disqualifier, car si elle ne parvient pas à nous disqualifier elle n'est pas sûre de nous battre.

En 1986, en demandant aux citoyens un nouveau mandat, nous leur présenterons un pays en ordre de marche et une situation meilleure qu'en 1980, qu'il s'agisse des prix, de la balance des paiements, de la modernisation industrielle, des grandes réformes, de la paix sociale, de la diplomatie. Certes, il reste le chômage à vaincre, des progrès à faire pour améliorer la vie quotidienne des gens. Mais « l'apocalypse » annoncée par la droite pour 1981, ne serait-elle pas plutôt dans ses bagages si elle gagnait en 1986 ? Voilà l'enjeu dont il faut rendre les Français conscients.

En mars prochain, il ne suffira pas de comparer les attentes de 1981 et les résultats de 1986, comme si les élections se résumaient à une confrontation entre les citoyens et le gouvernement, comme si la droite et son programme n'existaient pas. Non ! il faudra choisir entre les socialistes et la droite flanquée de l'extrême droite, bilan contre bilan, projet contre projet. Il nous reste plusieurs mois pour convaincre les Français de voter socialiste.

3. Que doit faire le Congrès ?

Le Parti Socialiste a-t-il changé ? Certains camarades proposent de mettre cette question au cœur du Congrès. Selon eux, « l'aveu de ce changement » et la « reconnaissance de nos erreurs » seraient la solution à nos problèmes.

Centrer nos débats sur le Parti Socialiste, la nature de son discours ou les changements de son « essence » plutôt que sur les interrogations du pays et des gens serait faire un choix singulier.

Disons-le clairement : personne n'est plus attaché que nous à mettre en accord le discours et les actes. Faut-il pour autant, aujourd'hui, renoncer aux choix de société et aux valeurs morales qui sont ceux du Projet socialiste : solidarité et justice sociale, valeurs de la connaissance (le rationalisme), du travail et de la création (le refus du malthusianisme), sens de la responsabilité, de la démocratie et de la mémoire collective qui, pour les socialistes, donne son sens à l'histoire de la France ?

- Antyportés
- expliqués
- Dts de W de les ent. nationalisées (justice sociale)
- règles pour qui

MOTION 1

- vie quotidienne
- fiscalité
- l'Etat administratif
- Bauguis
- autorités de l'Etat



Nos difficultés avec l'opinion ne tiennent pas d'abord au décalage qui existerait entre notre discours et nos actes (notre discours a évolué avec notre pratique, infléchi par les contraintes). Elles tiennent au décalage – inévitable mais réel – entre nos actes et les attentes des gens, notamment dans le monde du travail.

Certes, nous avons adapté ou infléchi un certain nombre de nos actions et de nos priorités : après une relance – justifiée – nous avons dû veiller davantage aux équilibres ; aux problèmes de la répartition se sont ajoutés ceux de la production ; à ceux de l'emploi, ceux de l'efficacité et de la compétitivité des entreprises ; à l'accent mis sur le changement et les réformes s'est partiellement substitué celui mis sur la gestion et la défense des acquis.

L'action d'un gouvernement tient compte des obstacles rencontrés, des résultats enregistrés, des réactions des gens. De ce point de vue, dire sur quoi et en quoi nous avons changé est nécessaire.

Faut-il bâtir pour autant une « théorie du changement », dire que nous avons renoncé, au contact des faits, à l'essentiel de nos convictions et de nos principes ? ou encore laisser entendre que nous nous sommes trompés, avant 1981, à Épinay ou à Metz ou après 1981, dans la période des grandes réformes socialistes ? nous ne le croyons pas.

Les premiers résultats de notre politique sont patents. Ils montrent que la politique menée en 1981 et 1982 n'a pas engagé la France dans une voie dangereuse. Aurions-nous – sur la législation – la même performance de croissance et de pouvoir d'achat, la même amorce de réduction des inégalités, une inflation réduite et un commerce extérieur en voie d'équilibre, aurions-nous d'ailleurs résisté aux poussées les plus vives de la droite, si nous avions dès le début mené une politique économique et sociale plus restrictive et renoncé aux principales réformes du programme socialiste ? Pour nous, la réponse est non.

Qu'il s'agisse de la solidarité vis-à-vis des travailleurs immigrés face à la montée du racisme, ou de la défense du secteur public, le Parti socialiste a tenu bon. Il n'a jamais hésité à réaffirmer ses principes et à développer ses propositions. Il peut se féliciter d'en voir aujourd'hui de nombreuses rentrer dans la réalité. Le monde du travail lui-même a connu une profonde évolution. Si les socialistes ont su adapter leur langage aux faits, ce n'est ni par opportunité, ni par renoncement à leurs propres choix. A l'inverse, si les formules simplificatrices et démagogiques du

Parti communiste ne passent plus, c'est que les travailleurs savent qu'elles sont inadaptées.

Nous savons d'où viennent nos difficultés avec l'opinion : de la puissance sociale et politique du conservatisme dans notre pays, de sa mobilisation exacerbée par la perte du pouvoir, de sa capacité à caricaturer notre politique. A cela s'ajoute la poussée de l'extrême droite, en raison de l'exploitation politique des thèmes sécuritaires ou xénophobes et puis aussi, c'est vrai, la difficulté à avancer vite pour changer les conditions de vie des gens. Il n'est pas facile d'être parti de gouvernement et gouvernement de gauche en temps de crise. Clamer que nous avons changé ne nous fera pas faire l'économie de ces problèmes, des mesures qu'impose leur solution progressive, de la bataille contre les idées de la droite, qu'ils exigent de nous. La tâche essentielle pour les socialistes n'est pas de s'interroger longuement pour savoir s'ils ont changé, elle est d'aller vers les gens et notamment vers le monde du travail pour leur dire pourquoi changer leur vie est plus lent et plus malaisé que prévu, mais en quoi cela reste notre objectif fondamental et la justification de nos actions.

Les réalités que nous affrontons sont incontournables, la politique du gouvernement est nécessaire, et elle prépare l'avenir. Le pays peut retrouver, par l'effort de tous, dynamisme et espérance. Ni les vieilles théories du libéralisme et de l'inégalité sociale réhabilitées par la droite, alors qu'elles ont été balayées historiquement par la crise des années trente et deux guerres mondiales, ni le modèle fossilisé du communisme stalinien ne peuvent offrir de perspectives. Le socialisme démocratique est la démarche la mieux adaptée pour un pays comme le nôtre.

Conduire ou subir le changement, tel est, plus que jamais, l'enjeu du combat de la démocratie. Celui qui départagera dans les années qui viennent les socialistes et les tenants du libéralisme économique. Voilà le cadre concret dans lequel doit être replacée l'échéance de mars 1986.

Les tâches du Congrès de Toulouse sont claires :

- préparer les propositions que nous ferons pour obtenir l'adhésion des Français à une politique réaliste mais audacieuse dans la nouvelle législation.
- rassembler les socialistes sur une stratégie et une conception de parti qui puissent entraîner la victoire.
- convaincre les hommes et les femmes de gauche de mener avec nous la bataille politique des élections législatives.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



PS info

organe officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Tout membre du Parti peut s'abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin. Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinataires le samedi matin.

Tous les secrétaires fédéraux, tous les secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement et gratuitement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un

Abonnement réduit de 70 % sur le montant de cet abonnement soit : 60 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F à « P.S. Info » 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Editions de l'An 2000 ».



II - Gagner la bataille des élections

Nous devons, nous pouvons gagner la bataille des élections législatives et régionales.

1 - Gagner contre la droite et l'extrême droite

Certains observateurs brodent sur le thème du consensus. Mais les élections de mars 86 seront, comme d'ailleurs la plupart des élections qui les ont précédées en Europe, une bataille politique entre gauche et droite. Même si nous ne le voulions pas, la droite nous l'imposerait.

En dépit des pronostics pessimistes, cette bataille peut être gagnée. Car si la droite a mobilisé les siens et a su attirer à elle une partie des mécontents, elle n'a pas créé en sa faveur une véritable dynamique. Le souvenir de sa gestion passée, égoïste et à courte vue, n'est pas effacé, les divisions de ses leaders sont un facteur de trouble et sa volonté évidente de revanche sociale inquiète.

La droite a changé. Elle a rejeté le conservatisme éclairé dont elle se faisait un credo dans les années de croissance. A cette époque, elle pouvait laisser au monde salarial et aux petits producteurs ou distributeurs indépendants une part, même chichement mesurée, de la prospérité. Devenue keynésienne dans sa philosophie économique, encore marquée politiquement par la Résistance, elle gérait à droite une société dont les fondements avaient été posés par la gauche et certains des siens en 1945. Les nationalisations, la sécurité sociale, les lois protectrices du monde du travail, l'idée même d'égalité, voilà ce qu'elle entend désormais remettre en cause. La crise étant venue, la croissance se dérobant, la droite s'affiche dure et réactionnaire. D'où la complaisance qu'elle manifeste à l'égard des thèmes traditionnels de l'extrême droite et les « ponts » qu'elle a lancés vers elle, par des accords électoraux ou en utilisant des petits groupes politiques charnières. Son intention n'est pas de revenir sur 1981 mais à beaucoup d'égards sur 1945.

Nous disposons de tous les éléments pour montrer aux Français les dangers du retour de la droite au pouvoir. Voilà ce qu'est son programme :

- Régression sociale : licenciements plus faciles, limitation du pouvoir syndical, remise en cause de l'école publique, atteintes à la sécurité sociale, conservatisme moral.
- Irréalisme économique : dénationalisations massives, réduction de l'intervention de l'État, remise en cause des structures de recherche, croyance à une régulation exclusive par le marché.
- Réaction politique : rejet des idées d'égalité, hostilité aux partis, campagne contre les immigrés, volonté de contrôle des médias.
- Aventurisme néo-colonial : refus des réformes et de l'évolution politique en Nouvelle-Calédonie.
- Désordre institutionnel : refus du respect des institutions et des attributions du Président de la République dans l'hypothèse d'un changement de majorité.
- Alignement en politique internationale : approbation du programme reaganien dit de « Guerre des Etoiles », acceptation d'une politique économique et monétaire américaine qui menace les intérêts européens et français ; indifférence croissante aux problèmes pourtant cruciaux du tiers monde.
- Risques d'affrontement dans la société française : idéologie sécuritaire, esprit de revanche sociale, tentations xénophobes.

Voilà la menace que les Français doivent écarter.

Car le « modèle » de la droite française, on le retrouve en Grande-Bretagne ; et son programme est celui-là même que Mme Thatcher met aujourd'hui en œuvre à coups de dénationalisations et de privatisations.

Les résultats en sont désastreux : une aggravation sévère des inégalités sociales, un chômage record qui touche aujourd'hui 13 % de la population active, soit trois millions de personnes, une répression anti-syndicale jamais égalée, une montée de la violence dont témoignent les « hooligans » de ce pays jadis donné en exemple pour sa tradition de civisme.

Le reaganisme même, que la droite française croyait un temps nous présenter comme un modèle, montre actuellement ses limites. Économiquement, on voit mieux que la reprise intervenue a pour contre-partie le creusement de déficits intérieurs et extérieurs, que seule la position dominante des États-Unis leur permet de financer au détriment de tous les autres pays, et en particulier des pays européens. On peut constater que ce modèle se fonde sur la paupérisation et la marginalisation de pans entiers de la société.

2 - Gagner contre la politique de division de la direction communiste

Depuis quinze ans, la direction du Parti communiste a constamment oscillé entre l'union et la division. Son hésitation à rompre avec le modèle soviétique, sa difficulté à prendre en compte les évolutions de notre société, son refus de changer ses modes de fonctionnement interne, son incapacité à continuer à assurer avec nous les responsabilités du pouvoir l'ont conduit à la rupture de juillet 1984, à une nouvelle phase de division et d'isolement et à une nouvelle campagne antisocialiste. Le Parti Communiste ne sortira pas renforcé de la nouvelle épreuve que sa direction lui inflige.

Car, pas plus qu'en 1974-1977, le Parti socialiste n'est responsable de la rupture. Et depuis cette époque, le poids spécifique du Parti communiste s'est singulièrement réduit, au détriment de la gauche. Si la direction de ce parti spéculait sur l'épreuve du pouvoir pour modifier à son profit un rapport de force qu'elle a en grande partie créé par ses erreurs, elle sera démentie par les faits. Sur la base de sa politique actuelle la direction communiste n'enrayera pas le déclin de son parti.

Les positions qu'elle défend sont en effet irréalistes :

- irréalistes sur le plan économique : on voit, dans les pays de l'Est, y compris chez les plus développés, que nulle part on ne « rase gratis » ;
- irréalistes sur le plan politique : la direction du Parti communiste sait qu'elle n'a aucun moyen, hors de l'alliance avec les socialistes désormais plus forts, de faire avancer d'un pas cette politique de changement pour laquelle elle déclare militer. Dans l'isolement, le Parti Communiste n'a aucune perspective à offrir ;
- irréalistes sur le plan social : il est absurde, quand on se réclame du monde du travail, de prétendre renvoyer dos à dos les socialistes et la droite réactionnaire.

Les réformes accomplies depuis 1981, la politique actuelle, ce que l'on sait des programmes de la droite, rendent invraisemblable un tel amalgame. Les travailleurs pressentent ce que la droite et l'extrême droite leur réservent. Certains d'entre eux peuvent critiquer les socialistes ou parfois perdre courage, mais dans leur masse, ils savent où est leur camp.

La direction du Parti communiste a d'ailleurs le plus grand mal à convaincre. Elle n'entraîne pas les travailleurs dans ses actions minoritaires, surtout quand celles-ci sont dures et aventuristes, en opposition aux traditions syndicales dans notre pays. Sa capacité de mobilisation est rudement atteinte et ses résultats électoraux restent faibles.



Nous devons être clairs : nos positions politiques et stratégiques ne doivent fournir aucun prétexte à la direction du Parti communiste. Nous ne devons pas nous résigner à ce qu'une fraction de l'ancien électorat communiste s'abstienne ou se laisse abuser par la démagogie d'extrême droite. Et nous mettrons clairement, dans la campagne électorale et à son issue, les communistes devant le choix suivant : vont-ils travailler pour la droite ou avec les socialistes ?

3 - Gagner en rassemblant autour des socialistes

Pour le monde du travail, pour les hommes et femmes de gauche, pour tous ceux que préoccupe l'avenir du pays, les élections de 1986 doivent être l'occasion d'un vote massif pour les candidats présentés par le Parti socialiste.

Certes, nous ne prétendons pas avoir excellé en tout. Ecartés longtemps du pouvoir, nous en avons repris l'apprentissage. Surpris par l'ampleur de notre victoire, nous avons sans doute cédé à certaines illusions et à l'excès de confiance. Nous mesurons les limites de notre action : nous n'avons qu'enrayé la montée du chômage ; la rénovation économique en cours, bien qu'indiscutable, est encore fragile ; les conditions de vie de beaucoup de Français restent difficiles.

Cependant, dans des conditions très difficiles dues à la crise, nous sommes un des rares pays à avoir su faire des réformes positives pour le plus grand nombre.

• Un bilan gouvernemental important

Sous l'autorité du président de la République, François Mitterrand, la politique menée depuis 1981 par les gouvernements de Pierre Mauroy, puis de Laurent Fabius, a transformé positivement et durablement la vie des Français. La diminution de la durée hebdomadaire du temps de travail, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans améliorent la qualité de la vie. L'exonération de l'impôt sur le revenu pour 500 000 contribuables, la création de l'impôt sur les grandes fortunes, l'exonération de la taxe d'habitation pour les revenus les plus bas, le plafonnement du quotient familial, le doublement des taux de droit de succession, vont dans le sens d'une réduction des inégalités. Les nationalisations, la décentralisation, la liberté nouvelle d'émettre sur les ondes, l'abolition des juridictions d'exception et de la peine de mort, les progrès dans la reconnaissance concrète de l'égalité des femmes, les nouveaux droits et moyens offerts aux travailleurs et au mouvement associatif, ouvrent autant d'espaces de liberté. La revalorisation de l'enseignement public, l'effort consenti en faveur de la recherche, les nouveaux moyens pour la création et les initiatives multiples en matière culturelle, changent en profondeur l'évolution de notre société et préparent l'avenir.

Aujourd'hui, cet effort continue : la création des TUC, l'indemnisation des chômeurs de longue durée, les mesures nouvelles concernant la loi programme sur la recherche, la communication audiovisuelle, la loi sur l'enseignement technique, le plan de modernisation de la police en témoignent. Il nous faut poursuivre dans la voie de la transformation engagée il y a plus de quatre ans.

Il nous faut gagner en 1986 pour pouvoir la poursuivre. Il nous faut montrer aux Français qu'il existe une dynamique (celle de la nouvelle croissance) et une espérance (celle de la modernisation, mais aussi celle de la justice).

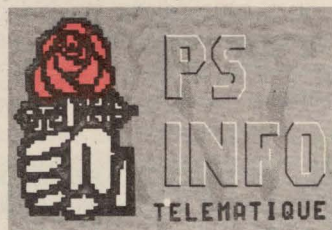
• Les éléments du choix en 1986

La politique envisagée par la droite est une politique d'affrontement et de blocage, celle des socialistes est une politique d'équilibre et d'évolution.

La politique des socialistes est fondée sur la recherche d'équilibres plus avancés : le développement industriel sur la base d'entreprises redevenues compétitives, le progrès pour les travailleurs fondé sur l'efficacité de l'appareil économique, le maintien de la politique agricole commune dans l'intérêt des agriculteurs, l'élargissement des libertés sans contradiction avec la lutte contre l'insécurité par le développement prioritaire de la prévention ; le renforcement du potentiel français au bénéfice d'une Europe plus autonome, le maintien de notre capacité de dissuasion au service du caractère défensif de l'Alliance Atlantique. Notre politique recherche des solutions évolutives : c'est le cas par exemple dans l'affaire calédonienne où nous voulons, par le dialogue rapprocher des communautés séparées et dégager un statut nouveau.

Nous avons mis en place des instruments : nationalisations industrielles et bancaires, décentralisation politique et administrative, nouveaux droits pour les travailleurs, réformes dans l'audiovisuel et dans la justice, législature plus favorable aux femmes, offices par produits agricoles, statut d'exploitation agricole à responsabilité limitée, statut des entreprises artisanales. Dans la nouvelle législature, notre objectif doit être de les faire fonctionner mieux au profit des gens, de mettre les citoyens et les acteurs de la vie économique en capacité de s'en servir.

Nous avons besoin de plus de temps pour confirmer le redressement économique et aller plus loin dans le progrès social. Il faut dire clairement aux travailleurs, aux Français, qu'ils doivent poursuivre avec nous pour recueillir le fruit de leurs efforts. La droite regarde vers le passé et caserait l'évolution en cours. Les socialistes sont tournés vers l'avenir. Ils ont des propositions positives à faire pour leur pays.



24 h sur 24...

(1) 550-32-99

sur simple appel à partir d'un minitel

Le service d'information du Parti socialiste « P.S. info télématique » sera accessible à tous, 24 h sur 24, dès le :

lundi 2 septembre

A cette date, vous pourrez ainsi, sur simple appel à partir d'un minitel, vous tenir informé des prises de position de la direction nationale du Parti socialiste, ainsi que de l'agenda de ses activités. En outre, il sera maintenant possible de consulter un « Who's who socialiste », la rubrique « le P.S. et ses élus » ou la liste des fédérations socialistes par département avec le nom du premier secrétaire fédéral. Celui des députés, sénateurs et conseillers généraux socialistes.



III - Fixer les orientations pour la prochaine législature

1. Pour une nouvelle croissance

Au début des années 70, certaines économies ont commencé à s'adapter à la mutation technologique qui marque la troisième révolution industrielle que nous vivons. La France ne l'a pas fait. A la fin de la décennie, le pari était pratiquement perdu. La menace que la France ne soit plus une grande puissance industrielle à la fin du siècle commençait à devenir une réalité.

Cette résignation à la décadence, explicitement ou implicitement acceptée au cours des années 70, a permis d'éviter l'effort mais a conduit au déclin. Ce n'est pas le choix des socialistes.

En même temps qu'étaient menées des réformes de structure majeures, la France a réussi au cours de la législature qui s'achève, à obtenir la plus forte augmentation de production en Europe ; mais ceci ne signifie pas que le pari de l'adaptation et de la modernisation, perdu en 1980, soit gagné à coup sûr en 1985. Simplement, il est devenu gagnant.

C'est notre pouvoir d'achat et notre emploi de demain qui sont en cause, mais plus encore ceux de nos enfants. Si nous sommes incapables de retrouver la voie d'une nouvelle croissance en France et en Europe, si seuls le Japon et les Etats-Unis s'adaptent à la nouvelle donne qu'impose la mutation technologique, alors nous serons rapidement surclassés ; c'est la résignation qui l'emportera sur le dynamisme ; c'est l'emploi qui souffrira de cette croissance trop faible ; les équilibres sociaux sur lesquels repose notre société ne sont pas sûrs d'y résister.

La crise n'est pas un simple arrêt de la croissance qu'il suffirait de surmonter. On ne peut se fixer comme perspective le retour aux équilibres d'avant la crise. La vénération d'un prétendu « âge d'or » passé n'ouvre pas les portes de l'avenir. Le monde bouge et il nous faut comprendre celui qui naît. La croissance dans les quinze ans qui viennent sera différente dans son contenu comme dans ses moyens, de celle que nous avons connue. Il nous faut être capables de l'imaginer.

Le primat de la croissance ne se dissocie pas de la priorité à l'emploi qui doit inspirer toute notre politique. Faire le choix de la croissance économique c'est prendre les moyens de créer des emplois durables, c'est faire le choix de la jeunesse, de la créativité dans la société, de notre capacité à tracer l'avenir.

• Les conditions de la croissance

Parce qu'elle est le principal lieu de production, c'est d'abord dans l'entreprise que se gagnera la bataille. Le modèle tayloriste d'organisation du travail, fortement hiérarchisé, fondamentalement parcellisé, qui a été mis en place au début du siècle, semble bien aujourd'hui incapable de répondre aux défis. L'entreprise a besoin de l'initiative de ses cadres, ouvriers et employés ; ceci suppose dans nos entreprises françaises une révolution au moins aussi importante que celle qu'elles ont vécue avec la mécanisation il y a un siècle.

Les capitaux qui pourront être dégagés pour la modernisation, les investissements matériels qui pourront être réalisés ne garantiront pas l'adaptation du pays à la mutation technologique si l'organisation du travail continue de laisser de côté les hommes et les femmes qui font l'entreprise. Libérer l'initiative de l'entreprise, c'est aussi et peut-être surtout libérer l'initiative dans l'entreprise.

Pour cette nouvelle génération d'entreprises à l'écoute des besoins de la clientèle comme de la créativité de son personnel, la France a besoin d'une nouvelle génération d'entrepreneurs. La démographie s'y prête puisque la pyramide des âges des chefs d'entreprises français est telle que, dans les années qui viennent, la moitié d'entre eux sera remplacée. Ce sont notamment ces P.M.E. qui porteront le dynamisme de demain.

Ces observations ne limitent en rien le rôle que nous voulons voir jouer par l'Etat. La droite alimente une suspicion généralisée à l'égard de l'Etat dont toutes les initiatives sont a priori suspectes d'être liberticides. Cet « air du temps » est dangereux. Dans un monde où les mutations technologiques et sociales imposent aux nations des changements à des rythmes de plus en plus rapides, le rôle de l'Etat est décisif. Au Japon comme aux Etats-Unis qu'on nous donne en exemple, le rôle d'orientation et de soutien de l'économie que joue l'Etat est considérable. Notre tradition socialiste nous fait parfaitement mesurer les limites d'un Etat soumis en permanence à des pressions contradictoires et les dangers d'une bureaucratie inapte à résoudre tous les problèmes d'une société de plus en plus complexe et diversifiée. Le projet socialiste n'est pas celui de l'étatisation, mais celui d'un Etat qui, tout en remplissant ses fonctions propres, crée les conditions d'une meilleure harmonie entre les libertés individuelles et les organisations collectives.

C'est pourquoi notre réponse aux défis économiques passe par le bon fonctionnement d'une économie mixte. Un secteur public fort, compétitif et démocratisé a un rôle décisif à tenir, notamment dans les secteurs de pointe. Il faut pour cela une politique industrielle forte appuyée sur le Plan. Des premiers effets ont déjà été produits par la nationalisation (entreprises sauvées de la faillite ou du démantèlement, efforts de recherche et d'investissement remarquables, redressement financier, fondation des bases de démocratisation). Une plus grande efficacité pourrait être donnée aux entreprises publiques, par une meilleure application des contrats de plan, notamment dans les banques.

Il faut de la souplesse dans la gestion comme dans les financements. Rigidifier le secteur public concurrentiel, ce serait renoncer à toute ambition industrielle et retirer leur signification aux nationalisations. Il faut que les groupes publics puissent, pour les besoins de leur stratégie industrielle, vendre et acheter les entreprises (problème dit de la « respiration »), selon des principes précisés par la loi. Ce qui importe, c'est la taille et l'efficacité du secteur public et non qu'il soit figé dans une comptabilité formelle.

Cette adaptation à la mutation suppose un effort sans précédent de formation et tout particulièrement de formation professionnelle. L'introduction des nouvelles technologies requiert des travailleurs une plus grande responsabilité et une meilleure adaptabilité. Désormais, il sera fréquent de ne plus exercer un seul métier dans la vie, mais d'en pratiquer plusieurs successivement. Les périodes de formation constituant, bien sûr, la clé de cette mobilité accrue. L'accélération du progrès technique doit conduire à l'élévation générale du niveau des qualifications. Cependant les qualifications nouvelles ne consisteront pas seulement en une accumulation de savoirs ; elles devront aussi permettre d'analyser pour décider, entreprendre et contribuer au dialogue social comme à l'exercice de la solidarité.

Cet objectif ne peut être atteint que si la formation ne se conçoit pas et ne s'effectue pas en vase clos. Il faut, au contraire, former aux emplois futurs en instaurant de nouveaux rapports entre l'école, l'entreprise et le monde du travail et en faisant place à la culture technique au sein de la culture générale.



Enfin, l'effort de recherche doit être poursuivi et sans doute amplifié. Dans la plupart des technologies d'avenir, la France et l'Europe accusent un retard important (par exemple en électronique, en informatique, en bio-technologies et en nouveaux matériaux). La diffusion de l'innovation et la recherche-développement doivent faire l'objet d'un effort particulier.

● Les contraintes extérieures

La recherche de la croissance la plus forte possible doit se faire dans le respect de l'équilibre extérieur. Mais tout l'effort de la politique économique doit être de desserrer cette contrainte. Notre marge de manœuvre est étroite pour deux raisons.

La première a trait à la compétitivité de l'économie française tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières. La reconstitution de notre potentiel de croissance qui a été engagée par la modernisation de l'appareil productif s'est accompagnée d'une modération des charges qui pèsent sur les entreprises tant dans le domaine salarial que pour ce qui est des prélèvements fiscaux et sociaux. Mais la faible évolution de la part de la France sur le marché américain à la suite des mouvements considérables du dollar depuis cinq ans montre bien que la compétitivité ne repose pas uniquement sur les prix. Les efforts en matière de qualité des produits et des services rendus comme la capacité d'animer les réseaux commerciaux constituent de plus en plus une condition majeure de la conquête des marchés. Ici comme ailleurs, la régulation macro-économique a ses limites ; une croissance nouvelle pour la France repose notamment sur la volonté et la capacité des entreprises à se confronter à l'offre mondiale.

La seconde contrainte est liée au faible développement du tiers monde.

Pour les socialistes, la recherche d'une plus grande prospérité pour les uns ne peut se faire au prix d'une plus grande détresse pour les autres. C'est dans le co-développement entre le Nord et le Sud que la France et l'Europe doivent jouer un rôle autonome par rapport aux Etats-Unis. Une nouvelle croissance doit reposer sur un monde multipolaire et solidaire. Multipolaire, car aucun pays ne peut aujourd'hui revendiquer un droit à la domination et il faut organiser les rapports cohérents entre les diverses régions du monde. Solidaire, car l'internationalisation des problèmes et l'interdépendance des économies font qu'aucun pays ou même aucune zone du monde ne peut espérer retrouver seul les conditions de la croissance. C'est pourquoi la France devra faire avancer ses propositions sur l'aménagement de la dette des pays en développement et la réforme du système monétaire.

● Un pacte national de croissance

La préparation du IX^e Plan a été l'occasion d'une confrontation des différentes visions d'avenir qu'ont les partenaires de la vie économique. La grande majorité des salariés a pris au cours des deux dernières années une large part aux contraintes de la rigueur. Par ailleurs, les pouvoirs publics par de multiples dispositifs ont contribué à la reconstitution des marges des entreprises. Les résultats sont là, les statistiques l'attestent.

Mais ces résultats n'auraient pas de sens s'ils ne se traduisaient pas en investissements et en emplois.

En fait, de deux choses l'une : ou bien le patronat essaie maintenant de réduire les acquis sociaux, non seulement de la classe ouvrière, mais même plus généralement de l'ensemble des salariés sans aucune contrepartie, et nous entrons dans une période d'affrontement dangereuse pour l'activité économique et la stabilité politique. Ou bien sont affirmés les termes d'un compromis qui permette aux uns et aux autres d'y trouver avantage et qui garantisse les équilibres dans le pays.

C'est à ce compromis social, où tous devront être associés sur la base d'engagements mutuels, qu'invite le Parti socialiste.

2 - Pour une répartition plus équitable

Les difficultés qui découlent de la mutation technologique et de la politique de rigueur qu'elle entraîne ne peuvent être acceptées que si elles sont équitablement réparties.

Assurant la direction du pays à un moment où celui-ci avait besoin de renouveler son appareil de production, les socialistes au cours de ces cinq ans ont dû consacrer une grande part de leurs efforts au problème de la production. De cette préoccupation constante découle un regard nouveau sur l'entreprise. Il serait paradoxal que toute leur attention soit réservée à ce qui est produit et que certains oublient que la politique des socialistes est aussi une politique de la répartition.

● Organiser l'aménagement du temps de travail

La réduction du temps de travail est l'une des tendances lourdes des sociétés industrielles. Elle a constitué une des revendications centrales des travailleurs (journée de huit heures, repos dominical, semaine de quarante heures, etc.) et dans les faits une réduction massive s'est opérée au cours des dernières décennies (en 1930 la durée annuelle moyenne du travail était de 2 447 heures, en 1983 elle est de 1 723 heures).

Ce phénomène n'est pas propre à la France. La réduction du temps de travail est un phénomène historique majeur. Le progrès économique et social ne consiste pas seulement à accroître le niveau de vie, c'est aussi se libérer du travail pour se former et avoir des loisirs.

La réduction de la durée du travail n'est pas en elle-même une panacée. On comprendra aisément qu'on ne peut pas appeler le pays à l'effort pour sortir de la crise et en même temps prêcher la réduction généralisée de la durée du travail comme solution à tous les problèmes. L'Europe ne peut pas accepter de se laisser distancer sur la longue durée par les Etats-Unis, le Japon et les nouveaux pays industriels qui connaîtraient des taux de croissance de 4 %, 5 %, voire davantage chaque année, tandis que notre économie stagnerait. Il nous faut non pas tant travailler moins que travailler mieux et surtout mobiliser tous les partenaires concernés. C'est l'amélioration de la productivité qui doit permettre la réduction de la durée du travail : celle-ci est une manière d'utiliser les fruits de la croissance.

Cependant nous ne devons pas nous cacher que les taux de croissance de l'économie qui seraient nécessaires pendant de nombreuses années pour résorber le chômage sont probablement très supérieurs à ce que nous pouvons espérer. Compte tenu de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail et de la légitime aspiration d'un nombre de plus en plus grand de femmes à exercer une activité salariée, c'est une croissance supérieure de plusieurs points à celle que nous avons connue pendant les années 60 qu'il faudrait obtenir. Un tel taux de croissance est improbable dans les années qui viennent.

Dans ces conditions, le risque est celui d'un partage non maîtrisé du travail entre ceux qui travailleront à temps plein et ceux qui seront chômeurs. Si la réduction du temps de travail qui a été évoquée entre 1930 et 1983 ne s'était pas produite, la France aurait aujourd'hui, toutes choses égales par ailleurs, plus de 30 % de chômeurs.

L'alternative est donc entre un partage « spontané » par le chômage et un partage maîtrisé par une réduction collective et négociée de la durée du travail.

Mais toute réduction de la durée du travail n'est pas obligatoirement une réponse aux problèmes d'une économie qui se modernise. Pour être une politique d'emploi, cette réduction doit respecter trois conditions : être efficace économiquement, être acceptable socialement, être négociée entre les partenaires.

Pour être efficace économiquement, la réduction de la durée du travail implique une meilleure utilisation des équipements et pose le problème



d'un autre partage des revenus. C'est d'ailleurs ce qui rend difficile tant la négociation par les syndicats que l'acceptation pour les travailleurs de ce type de solution.

Enfin, il faut faire preuve d'imagination dans l'aménagement du temps de travail (temps partiel, etc.); la réduction du temps de travail signifie aussi une nouvelle organisation du travail.

● La protection sociale

Il faut aussi préparer l'évolution de notre système de protection sociale. Sous prétexte de stimuler l'initiative, la droite veut réduire l'État-providence, remettre en cause la Sécurité sociale. En réalité, l'apparition de nouveaux risques liés à la mutation technologique conduit à étendre le système. En France, les travailleurs ont conquis par leurs luttes un haut degré de protection sociale. Il est absurde de croire que c'est en réduisant leur protection qu'on les conduira à mieux accepter les risques nouveaux des décennies à venir. Si les travailleurs doivent désormais connaître deux ou trois métiers dans leur vie, les difficultés liées à ces changements doivent être assumées par la collectivité. Après la prise en compte des risques liés à la maladie, l'accident ou la vieillesse, il faut inventer une couverture des risques liés à la mobilité. Il faut que les Français prennent plus de risques, mais notre tradition et notre culture sont telles qu'ils ne les prendront que si la couverture de ces risques est réelle et si le coût en est réparti sur l'ensemble de la collectivité. Faute de quoi cette mobilité n'aura pas lieu et la société française manquera son adaptation au nouveau mode de produire.

● Poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires

Trop d'impôts, trop de cotisations sociales ? La question des prélèvements obligatoires a été au centre de bien des débats.

Notons tout d'abord le caractère discutable de l'indicateur retenu : les prélèvements rapportés au P.I.B. En effet, la plus grande partie des prélèvements effectués est redistribuée monétairement. C'est vrai de l'essentiel des budgets sociaux, c'est vrai aussi d'une part du budget de l'État. A la limite, si l'intégralité des revenus étaient prélevés et redistribués franc pour franc à ceux auxquels ils ont été pris, le taux de prélèvement obligatoire serait de 100 %, sans que la situation de quiconque, avant et après prélèvement, ait été financièrement modifiée.

Notons ensuite que la part de la fiscalité d'État s'est stabilisée depuis une décennie autour de 18 % du P.I.B. Ce qui a augmenté, ce sont les prélèvements des collectivités locales et surtout les prélèvements sociaux.

Notons enfin qu'en dépit des reproches qu'on peut encore lui adresser, la fiscalité d'État est beaucoup plus équitable que les deux autres grandes catégories de prélèvements ; à condition, et cela doit rester notre objectif, que dans cette fiscalité l'équilibre entre les prélèvements directs et les prélèvements indirects ne soit pas altéré.

C'est donc surtout sur la fiscalité locale et sur les prélèvements sociaux que devra porter l'effort nouveau de réforme. Revoir la fiscalité locale pour la rendre plus équitable et plus efficace constitue une tâche d'une ampleur considérable, à laquelle la prochaine législature devra s'attacher.

De même, nous devons tendre vers un financement des dépenses sociales qui prenne en compte l'ensemble du revenu et qui ne soit pas dégressif avec ce dernier comme c'est le cas à l'heure actuelle.

L'expérience qui a été tentée avec le prélèvement proportionnel mis en place en 1983 va dans le bon sens et c'est dans cette voie qu'il faut poursuivre. La proportionnalité des prélèvements sociaux doit se substituer à leur dégressivité.

Les choix relatifs à la maîtrise des prélèvements obligatoires doivent être examinés avec la volonté de rechercher une politique de qualité et d'effi-

cacité des services publics et de maintien à un haut niveau de la protection sociale auxquels les Français sont attachés.

Un débat clair doit être engagé devant la Nation, liant le niveau des prélèvements à la couverture sociale désirée. Aux citoyens de choisir, au Parlement de trancher.

● Faire un nouvel effort contre les inégalités

Rien n'est plus hypocrite que de prétendre justifier les inégalités sociales par l'inégalité naturelle. Personne ne prétend que les individus soient également doués. Mais qu'un enfant soit empêché de poursuivre les études où il pouvait brillamment réussir, qu'un autre au contraire hérite d'une entreprise qu'il était incapable de créer, que l'inflation ruine les uns et enrichisse les autres, voilà le domaine propre de l'inégalité sociale. Elle n'a rien à voir avec des inégalités naturelles, d'ailleurs relatives : sa caractéristique majeure c'est au contraire qu'elle les masque ou qu'elle les inverse. Là réside l'injustice, mais aussi les sources d'inefficacité. La société toute entière y perd.

Qu'on ne s'y trompe pas, la répartition n'est pas, suivant une image éculée, le partage d'un gâteau donné : la taille n'est pas indépendante des parts. Suivant la distribution de la culture, des revenus ou des patrimoines, les produits et les services demandés ne sont pas les mêmes.

Les socialistes, qui sont ceux qui luttent le plus vigoureusement contre les inégalités, sont aussi ceux qui réclament le plus fermement le droit à la différence. C'est la société capitaliste qui fonde toute différence en inégalité. Refusant à l'autre d'être simplement différent, le corps social le force à être moins ou à être plus. On a beau jeu ensuite à dénigrer la lutte contre les inégalités au nom même de la différence.

Composantes de la réalité sociale, les inégalités se cumulent et se reproduisent. Les plus pauvres en revenu sont aussi les plus mal logés, les moins bien éduqués et les plus mal soignés. Lutter contre les inégalités permettra d'apporter des réponses aux nouvelles formes de marginalité et de précarité. Au cours de la législature qui s'achève, les socialistes ont réduit les inégalités les plus criantes par des actions concernant les revenus des smicards, les pensions des retraités les moins aisés ou les fortunes des plus riches. Il leur faut maintenant conduire des actions plus structurelles qui touchent plus directement la formation des revenus primaires et des patrimoines et qui portent aussi sur l'accès à l'école, la culture.

3. Améliorer la vie des gens

La première législature de la Gauche a été l'occasion de prendre un ensemble de mesures concernant la vie quotidienne des Français. Il faut utiliser les instruments ainsi mis en place.

La société de demain sera différente de celle que les générations précédentes ont connue.

Nous devons maîtriser de nombreux changements. Ils concernent la famille et la place de la femme ; la conception même de la vie humaine et l'évolution profonde de la biologie ; les savoirs et les qualifications ; la robotisation et les nouvelles formes d'organisation du travail ; la consommation et l'apparition de nouveaux produits susceptibles de provoquer de nouvelles ségrégations sociales ; la conception des libertés, à cause du développement, par exemple, de l'informatique ; une vie démocratique et politique plus exigeante à laquelle les citoyens doivent pouvoir participer.

● Agir sur les lieux de vie

- **La ségrégation dans la ville** a eu tendance à s'accroître dans le passé et la dégradation de la vie sociale dans les banlieues, tout particulièrement dans les grands ensembles, a conduit à mettre en œuvre des politiques spécifiques aux quartiers dégradés. Il faut éviter que des parties



entières de la ville soient délaissées par leurs habitants. Régénérer le tissu ancien des villes en offrant à la population des services facilitant la vie quotidienne et les relations de voisinage, améliorer la sécurité constitue une politique qu'il faut amplifier. Il faut éviter que ne s'accroisse un dualisme conduisant d'un côté à une dégradation accélérée de certains espaces urbains et de l'autre à la constitution d'îlots privilégiés.

– **Prolonger la décentralisation** : nous avons toujours proclamé notre volonté de rendre le pouvoir aux citoyens. La décentralisation mise en œuvre par notre gouvernement y concourt mais encore faudrait-il que la restitution du pouvoir ne s'arrête pas aux élus régionaux, départementaux ou même communaux. La décentralisation doit aller jusqu'au citoyen. C'est une nécessité, si les élus locaux disposent de pouvoirs étendus, si la tutelle de l'Etat se desserre, que les citoyens disposent de réels pouvoirs de contrôle.

– **La priorité à la formation** répond à une triple nécessité de l'économie, de la démocratie et de l'épanouissement de l'homme. Il faut former des travailleurs, des citoyens et des hommes. Pour maîtriser les technologies nouvelles, il faut réaliser un véritable bond en avant dans la formation des jeunes Français. Nous n'avons pas assez d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvrier qualifiés, pas assez de chercheurs, de cadres et de vendeurs. Nous sommes loin derrière le Japon, les Etats-Unis et même l'Allemagne pour la proportion de jeunes qui atteignent le niveau du baccalauréat. Pour permettre aux jeunes de faire face aux mutations technologiques et professionnelles qui les attendent, il faut leur donner une formation plus large, donc plus longue. Trop de garçons et de filles sortent du système éducatif sans diplôme et sans véritable bagage.

C'est une injustice et c'est un gaspillage. Mais pour que la France puisse avoir beaucoup plus de lycéens et d'étudiants, sans préjudice pour la qualité de l'enseignement, pour qu'en l'an 2000, 80 % d'une classe d'âge puisse atteindre le niveau du baccalauréat, il est indispensable de mettre l'accent sur la qualité de la formation de base à l'école et au collège. Lorsque l'école instruit mal, les injustices sociales aggravent la différence.

Pour donner à tous les enfants des chances égales, il faut à la fois améliorer les apprentissages de base et développer avec la rigueur d'esprit nécessaire l'innovation pédagogique.

L'enjeu impose un énorme effort pour améliorer le service public de l'enseignement. Favoriser le renouveau de l'école publique, c'est : rénover les programmes, augmenter le nombre des enseignants et améliorer leur formation, multiplier les formes de réussite et les filières débouchant sur des qualifications socialement reconnues, accroître la responsabilité des établissements, assouplir l'organisation du service public pour que celui-ci puisse être son propre recours, faire de l'enseignement technique une véritable filière de la réussite ouverte sur l'Université, en liaison avec l'industrie et la recherche, le fer de lance de la modernisation. Face aux projets de démantèlement de l'école publique qui sont ceux de la droite, les socialistes affirment leur foi dans l'avenir du service public d'éducation réorganisé à travers la décentralisation.

C'est le rôle des socialistes de mobiliser pour une école publique de qualité. C'est la chance de la France car la matière grise est notre principale richesse.

Les valeurs de la connaissance ont toujours été au cœur de la démarche de la Gauche et du combat laïque : la connaissance est le meilleur atout de la France pour gagner.

– la sauvegarde de notre **environnement**, la défense du patrimoine naturel, la lutte contre les nuisances et tout particulièrement le bruit, sont parties intégrantes de notre projet et concourent à la modernisation du pays.

– Des millions de salariés, manuels ou intellectuels, consacrent les trois quarts de leur journée et 40 ans de leur vie **au travail**. C'est d'abord dans l'atelier ou le bureau que se forment leurs convictions, parce qu'ils sont le lieu quotidien où ils vivent les rapports de production. L'entreprise n'est pas coupée du monde.

La droite veut nous faire croire que les exigences de la production et de la compétitivité sont incompatibles avec l'évolution des rapports sociaux. Que leur gestion soit paternaliste ou technocratique, les entreprises françaises sont encore trop souvent marquées par un archaïsme qui compromet leur chance de développement. La droite, parce qu'elle a longtemps refusé les évolutions nécessaires, porte à cet égard une lourde responsabilité.

Plus lucides pour comprendre l'ampleur de la crise, les salariés sont aujourd'hui plus capables de réagir face aux erreurs de gestion commises dans leur entreprise, et de formuler des propositions.

Ce potentiel énorme de compétence et d'initiative, les socialistes veulent le mobiliser.

● Mieux vivre ensemble

– Notre politique à l'égard des **immigrés** est fondée sur trois idées :

● L'insertion dans la société française des populations étrangères ou d'origine étrangère se trouvant sur notre sol en situation régulière et souhaitant y demeurer ;

● La maîtrise des flux migratoires et la lutte contre l'immigration clandestine.

● L'offre d'un retour-réinsertion à ceux qui le demandent.

Cet ensemble est indissociable. Il s'agit de poursuivre, de consolider et de développer la politique d'insertion mise en œuvre depuis 1981. Elle permettra de rendre solidaires et non de simplement juxtaposer les différentes communautés vivant sur notre sol. Une péréquation de solidarité entre collectivités locales et entre collectivités régionales pour une répartition des charges entraînées par la présence de familles d'immigrés devra être étudiée. C'est aussi dans cette perspective qu'il faudra examiner la question du droit de vote des étrangers aux élections municipales.

Dans la fidélité aux valeurs de la République, continuera de se construire une France riche de l'apport de diverses cultures.

– Il nous faut enfin, en quelque lieu qu'elle se situe – en France ou dans d'autres pays – mener une action constante et vigilante contre toutes les formes de racisme. Les adhésions de nombreux **jeunes** à notre Parti, le développement du Mouvement de la Jeunesse Socialiste, les mobilisations de masse contre le racisme et les discriminations montrent que les jeunes ne sont pas « apolitiques ». Ils sont capables de s'engager pour défendre les droits de l'homme en France ou dans le monde et pour témoigner leur solidarité avec les peuples du Tiers monde.

Beaucoup a été fait depuis 1981 en direction des jeunes : droits à la formation pour tous les jeunes, dispositif d'insertion sociale et professionnelle, droits à l'expression (radios locales, soutien aux jeunes créateurs, reconnaissance des pratiques culturelles des jeunes...), mesures contre les discriminations racistes et sexistes, statut des objecteurs de conscience, politique de prévention de la délinquance.

Il faut valoriser cette action, accroître la coordination des différents départements ministériels et la concertation avec les principaux partenaires de cette politique, en particulier les collectivités locales et les associations.

Le thème de la participation des jeunes doit être développé dans la cité, à l'école, dans l'entreprise. Il faut défendre avec eux la liberté, l'égalité et la fraternité, valeurs auxquelles la jeunesse est particulièrement attachée.

Il doit y avoir une place pour chaque jeune dans une société encore à transformer. La capacité d'une société à se projeter dans l'avenir se mesure à l'accueil qu'elle réserve à la jeunesse.

– La société française vieillit moins que celle de certains autres pays d'Europe occidentale, mais elle vieillit. L'abaissement de l'âge de la retraite et l'augmentation du nombre des pré-retraites posent d'une manière de plus en plus sensible le problème de l'insertion des **personnes âgées** dans notre société. La politique menée dans les villes doit permettre de garantir leur



sécurité et celle de leurs biens et de favoriser leur vie quotidienne (logement, transport, loisirs...).

La société doit utiliser l'expérience et le savoir des personnes âgées dans la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Leur rôle peut être grand dans l'encadrement des activités d'utilité collective. Il ne faut plus que les vieux vivent dans la solitude et parfois l'abandon. Il faut valoriser ce qu'ils apportent à l'ensemble de la société.

– Les nombreuses lois et mesures concernant les droits de la **femme** mettront encore du temps à rentrer dans les faits en raison des pesanteurs et des résistances de la société française. Nous devons donc nous mobiliser sur ce terrain. Cela doit être le cas pour tout ce qui concerne les actions de formation, la lutte pour l'emploi et l'égalité professionnelle. Cela doit être également le cas pour la participation des femmes à la vie publique dans tous les lieux de pouvoir et de création. Nous devons dans ce domaine montrer plus d'imagination et surtout plus de volonté.

– L'objectif de transformation de la société affirmé par les socialistes, ne peut être atteint du seul fait des partis ou d'un gouvernement de gauche. L'action doit s'appuyer sur l'ensemble des forces vives du pays. Nous devons donc entretenir le dialogue avec le **mouvement associatif** tout en respectant scrupuleusement son indépendance, car il constitue une forme irremplaçable d'école de responsabilité et de confrontation des idées.

4. A l'extérieur une politique indépendante et solidaire

● Seuls les socialistes peuvent conduire une politique réellement indépendante

Nous avons depuis 1981, exercé le pouvoir dans un contexte international rendu difficile par la crise économique, la nouvelle guerre froide entre l'Est et l'Ouest, l'accroissement des crises régionales dans le Tiers-Monde. Les risques de rupture des équilibres sont plus que jamais présents.

Les dominations politiques ou culturelles, les risques militaires perpétués par l'ordre de Yalta, l'endettement des pays du Tiers-Monde et les difficultés de leur décollage économique, le dysfonctionnement du système monétaire international, telles sont les menaces les plus lourdes qui pèsent sur notre pays.

Or, le déclin européen n'a, jusqu'à présent, pas permis de proposer, face à ces risques, un nouvel équilibre au monde. Pourtant, la France, attachée à une politique d'indépendance et de sécurité, est l'un des rares pays sur la scène mondiale qui ait la vocation et la capacité de se faire entendre et d'agir pour transformer la société internationale dans le sens souhaitable. C'est donc au travers d'une volonté appliquée à la construction européenne que notre pays pourra agir pour forger un nouvel équilibre qui réponde aux risques de crise tout en garantissant son indépendance.

L'expérience montre que seuls les socialistes peuvent conduire une telle politique. Les partis de droite – RPR comme UDF – s'alignent de plus en plus sur la politique américaine dans nombre de domaines essentiels : l'Amérique Centrale, les relations monétaires internationales, l'approche libérale et égoïste des rapports Nord-Sud, l'Initiative de Défense Stratégique. Parce qu'elle s'est imprégnée du modèle extérieur américain en oubliant la spécificité de la culture, de la société, et des moyens d'action de la France, et parce qu'elle est incapable d'organiser le dialogue avec l'U.R.S.S. sur la base de principes clairs et fermes, la droite française, opportuniste et à courte vue, est incapable de concevoir et de mettre en œuvre une politique étrangère qui corresponde aux intérêts de la France et de l'Europe.

Le P.C.F., pour sa part, a repris à son compte de plus en plus clairement et sans nuance les positions extérieures de l'U.R.S.S., qu'il s'agisse de l'Afghanistan, de la Pologne, du Cambodge ou de l'équilibre des forces en Europe.

● Assurer la sécurité du pays

La sécurité de la France est fondée tout d'abord sur sa capacité de dissuasion et l'autonomie de ses décisions. Ce choix rencontre l'adhésion des Français. Mais la France n'est pas neutre. Membre de l'Alliance atlantique, elle est alliée des Etats-Unis. Toutefois la compétition brutale engagée entre les deux grandes puissances, décidées l'une et l'autre à préserver leurs avantages, leurs intérêts, leurs zones d'influence, pèse sur beaucoup de peuples.

C'est pourquoi, dans le respect des alliances, des amitiés et des intérêts de la France, il nous faut affirmer notre conception de la sécurité collective. Elle doit reposer sur l'équilibre des forces au plus bas niveau et la dissuasion, nucléaire et conventionnelle. Nous ne pouvons ainsi accepter le projet américain I.D.S. de défense antinucléaire. Il relancerait la course aux armements, n'assurerait pas la protection des populations civiles et affaiblirait sensiblement la sécurité de l'Europe. La défense de l'Europe occidentale appelle un rééquilibrage interne de l'Alliance atlantique, fondé sur une coopération européenne accrue et plus autonome en matière de défense et un élargissement des responsabilités propres de la France dans ce domaine. Les pays d'Europe occidentale ont toujours besoin de l'Alliance atlantique mais peuvent de moins en moins s'en contenter.

La France, seul pays nucléaire ouest-européen non intégré à l'O.T.A.N., doit concevoir l'avenir de sa défense en relation avec un élargissement de ses responsabilités européennes. La liberté de décision d'emploi de notre arme nucléaire demeure essentielle. Elle est une prérogative de notre liberté de choix en matière de sécurité et elle est, en cas de péril, un élément de l'incertitude de notre comportement, donc en soi un élément de dissuasion et de sécurité régionale. De ce fait, comme pour les armes nucléaires américaines d'ailleurs, il n'existe pas et il ne peut exister de garantie explicite d'automatisme d'emploi de l'arme nucléaire française au profit d'alliés, fussent-ils les plus proches, en cas d'agression.

La France cependant a un intérêt essentiel à ce que sa dissuasion globale et sa défense s'exercent avec efficacité au profit de l'Europe occidentale et d'abord au profit de la sécurité du territoire le plus exposé de l'Europe, limitrophe de la France, à savoir le territoire de la R.F.A. Les forces nucléaires françaises, à côté et indépendamment du parapluie américain, devront avoir un rôle croissant à jouer pour la sécurité de l'Europe occidentale.

L'avenir de notre sécurité repose aussi sur la transformation des rapports politiques économiques et culturels au sein du continent européen, car l'insécurité européenne trouve ses origines dans la coupure de l'Europe en deux blocs. Les racines de la tension en Europe ne sont pas dans la seule course aux armements ; elles résident dans la rigidité du système Est-Ouest.

Les socialistes ne peuvent ignorer les réalités et les évolutions de l'autre partie de leur continent et doivent manifester leur intérêt et leur faveur pour une évolution dans le sens d'une libéralisation des pays qui la composent. Ils doivent agir pour un assouplissement du système des blocs. Ils doivent le faire, parce que la paix réelle en Europe est liée avec la liberté des peuples européens. Accroître la liberté d'action des Etats du continent européen, c'est permettre des formes nouvelles de coopération et de relations politiques entre les uns et les autres et accroître la confiance entre les Etats, donc renforcer la paix.

Le socialisme et la liberté ont partie liée. Il faut rappeler que le socialisme démocratique, celui qui est vécu par les partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe occidentale, malgré ses imperfections et ses limites, porte en lui les valeurs de la liberté et les valeurs du socialisme.

Dans le contexte actuel et dans la phase présente des relations Est-Ouest, il faut donc adopter une politique de sécurité collective européenne qui agisse pour la mise en œuvre de l'ensemble des principes de l'Acte final d'Helsinki et se fonde sur : le développement des relations inter-allemandes, la coopération avec l'Europe centrale, le dialogue franco-soviétique élargi, la construction de l'Europe occidentale.



● Construire l'Europe

L'existence d'une France forte conditionne les progrès d'une Europe indépendante. La France doit chercher à bâtir avec ses partenaires une véritable entité européenne de façon à ce que l'Europe occidentale s'affirme sur la scène internationale. La préservation de notre indépendance, de notre rayonnement, et l'action pour nos principes nous commandent une telle option.

Le Parti socialiste réaffirme son attachement à la traduction concrète et complète du Traité de Rome dans la réalité. Ceci signifie le maintien des principes de la Politique Agricole Commune, le renforcement d'une politique commerciale envers l'extérieur, le développement de la coopération politique et de l'action envers les Pays les Moins Avancés, le maintien de l'acquis de la C.E.C.A., l'effort patient de normalisation européenne, en particulier pour les technologies avancées, la pollution et l'environnement, la poursuite de l'harmonisation des législations diverses, les politiques régionales enfin.

Une stratégie économique européenne pour combattre le chômage doit permettre une relance sélective et concertée de la croissance économique dans l'ensemble des pays de la C.E.E.

Outre la coordination des politiques énergétiques, régionales et sociales, cette stratégie repose sur un effort particulier dans deux domaines : celui de la technologie de pointe et la mise en œuvre d'un véritable marché européen.

Pour ce qui est de l'Europe de la technologie, l'avancée réalisée avec Eurêka constitue un acquis considérable : maîtriser l'intelligence artificielle, donner la priorité à la fibre optique, préparer les usines de demain, développer l'agro-alimentaire, créer des matériaux nouveaux, tels sont les principaux programmes qui ont été adoptés.

Outre l'intérêt scientifique et technique du projet Eurêka, celui-ci a permis de poser clairement la question de la coopération européenne à « géométrie variable » à l'intérieur comme à l'extérieur de la C.E.E.

Chacun est conscient aujourd'hui de la nécessité de porter les grands programmes de recherche au niveau de l'Europe.

Il faut renforcer la coopération monétaire en développant l'utilisation d'une monnaie européenne et ainsi faciliter l'organisation du marché européen. Il faut aussi rechercher une ouverture plus grande des marchés extérieurs aux pays européens et une protection aux frontières de l'Europe qui ne soit pas inférieure à celle dont se sont dotés les Etats-Unis et le Japon.

Dans un monde de plus en plus dur, l'Europe ne peut se fortifier qu'au prix d'un resserrement constant des liens politiques entre ses pays. Ce resserrement passe aussi bien par la C.E.E. que par des actions liant seulement certains de ses membres. C'est faire le choix de l'Union européenne.

L'Union doit être maintenant sérieusement renforcée pour servir de pivot au développement de l'Europe et de son autonomie. Elle doit franchir rapidement une nouvelle étape, pour laquelle le Parti socialiste tient à marquer aujourd'hui ses principes et orientations.

Il faut étudier les modalités d'une limitation au droit de veto au cas où l'intérêt vital est en jeu.

Il faut accroître le rôle législatif et de contrôle du Parlement européen dans la limite des financements existants et dans les domaines de compétence de la C.E.E.

Aller vers l'Union européenne, vers l'Europe confédérale, c'est lier le développement des institutions à celui des politiques communes. De même est-il indispensable, compte tenu de la puissance soviétique et de l'évolution des conceptions stratégiques des Etats-Unis, de renforcer la coopération européenne en matière de sécurité et de défense.

● Lutter contre l'asphyxie économique et politique du tiers monde

Le tiers monde est en train de s'asphyxier économiquement et politiquement. Les raisons en sont multiples : une dette et des taux d'intérêt trop élevés, une réduction sensible de l'aide publique au développement, une stagnation du cours des matières premières, une trop lourde charge des importations énergétiques, mais aussi le poids des conflits locaux ou régionaux, les politiques d'armement et l'action des grandes puissances, l'attitude trop raide de certaines organisations internationales. Bien sûr, les politiques menées par les gouvernements de ces pays ne sont pas exemptes d'erreurs. Surtout le poids des dictatures ou des fanatismes doit être pris en compte. Mais dans l'intérêt de tous, il importe d'adopter un plan d'urgence qui permette aux pays les plus pauvres et les plus fragiles de respirer et de trouver les voies du développement et de la démocratie.

Il importe notamment de continuer à agir pour que se tienne une conférence sur les problèmes monétaires, financiers et commerciaux posés actuellement dans les relations entre pays du Nord et pays du Sud.

L'expérience montre que dans ces pays, les liens sont étroits entre développement économique, sécurité régionale et démocratie. Il nous faudra, malgré les difficultés budgétaires, faire tous les efforts pour maintenir une grande politique d'aide et de coopération, et contribuer chaque fois que nous le pourrons à des solutions politiques négociées dans les différents conflits et crises.

Il nous faut enfin démontrer de façon pragmatique mais réelle notre souci de voir se développer la vie démocratique dans ces pays ; les droits de la personne humaine, la liberté religieuse, les conquêtes sociales ne sauraient sans danger pour l'équilibre de la planète rester un luxe pour pays développés : c'est cela aussi le message universel du socialisme démocratique.

● Défendre partout les droits de l'homme

Les socialistes ont toujours été à l'avant-garde de tous les combats pour la défense des droits de l'homme : à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Notre action est aujourd'hui plus nécessaire dans un contexte international marqué en maints endroits de la planète par un recul des droits et des libertés et par le développement des tentations autoritaires et aussi terroristes.

Le développement de la lutte menée en Afrique du Sud même contre l'Apartheid constitue l'un des événements majeurs de cette dernière période. Cette lutte est maintenant parvenue à une nouvelle phase qui peut se révéler décisive. Les récentes décisions du gouvernement français sont venues concrétiser ce qui a été constamment l'orientation du Parti.

COMBAT
SOCIALISTE

BIMESTRIEL

Commandes à adresser au :
Secteur Entreprises - 10, rue de Solférino - 75007 Paris.

Pour tout renseignement :
G. Martel : 550-34-35, poste 333.



IV - Rassembler autour du Parti socialiste

1. Une stratégie claire

Unir la Gauche, rassembler tous ceux qui ont intérêt au changement : notre choix n'était pas de circonstance. Il tenait à la réalité politique française et à la nature de notre parti, parti populaire et de transformation sociale. Il était un engagement profond. Faudrait-il changer, parce que la direction du P.C. nous a encore une fois tourné le dos et parce que le Parti communiste s'est considérablement affaibli ? Nous n'avons jamais donné, en exemple, encore moins approuvé ou imité les pays de l'Est. Le refus d'un communisme totalitaire est permanent chez les socialistes. Mais nous constatons que dans notre pays, des ouvriers, des travailleurs sont communistes et nous sommes un parti du salariat. D'où notre refus du communisme et notre stratégie d'union avec le Parti communiste. Notre attitude avant 1981 comme la pratique gouvernementale montrent que nous n'avons pas cédé sur ces principes. D'où les tiraillements constants avec la direction du Parti communiste qui depuis quinze ans a oscillé entre l'union et la division. Depuis un an elle a de nouveau choisi la rupture et la division.

Nous ne savons pas si l'union entre le Parti communiste et nous pourra revivre demain et quelles formes prendrait une nouvelle alliance dans cette hypothèse. Mais nous n'avons pas l'intention, pour aujourd'hui, de nous résigner à ce que des forces puissantes, hier encore influencées par le Parti communiste, soient perdues pour la Gauche. Nous devons dire aux militants et aux électeurs communistes : nous n'avons rien abandonné de nos engagements et de nos choix. Il nous faudra du temps ; donnez-nous ce temps qui a toujours manqué à la Gauche dans l'Histoire. Nous voulons regagner au combat de la Gauche les forces disponibles mais désorientées par le comportement des dirigeants du P.C.F. Ce qui exige de nous une attitude ouverte, offensive, unitaire.

Le Parti socialiste ne saurait faire dépendre sa stratégie des spéculations conduites par les uns et les autres sur la question de savoir s'il aura ou non la majorité avec la Gauche en 1986. Si le Parti socialiste n'avait pas assez de sièges ni assez d'alliés pour gouverner sur ses positions à partir de ses valeurs, sur une politique de gauche, il serait dans l'opposition.

Le problème dit de la « cohabitation » est un problème pour la droite, et qui la divise, pas pour les socialistes. Ils pensent que les institutions de la République doivent être respectées. Et puisque le problème des institutions est posé, par ceux-là mêmes qui les ont instaurées, alors le Parti socialiste engagera sa propre réflexion et fera, le moment venu et si cela est nécessaire, ses propositions. Notre position sur la « cohabitation » est la suivante : nous sommes pour le respect de la constitution, nous combattons pour les valeurs et les propositions qui sont les nôtres aux côtés du gouvernement et du président de la République, nous nous battons pour gagner les élections législatives.

On parle aussi beaucoup de « consensus ». Notre politique est une politique de gauche mais elle est la seule susceptible de rassembler largement les Français. Quant aux formations politiques de droite, la vie politique en témoigne tous les jours : elles nous combattent avec violence. Le respect des institutions et de la démocratie, ce n'est pas la confusion politique. Qu'on ne compte pas sur les socialistes pour des alliances à droite.

Pour que la Gauche gagne, le Parti socialiste doit être le pôle de rassemblement des forces populaires. Cette responsabilité découle du déclin du P.C.F., de la rupture de l'accord de gouvernement par les dirigeants de ce parti et de nos propres progrès. La nouvelle configuration politique de la Gauche française nous rapproche d'une situation qui est celle de la plupart des pays d'Europe démocratique : la prépondérance à gauche d'un grand parti socialiste (ou en certains cas social-démocrate) à vocation majoritaire.

Le Parti socialiste ne doit pas ignorer les autres composantes d'une Gauche française qui est diverse et multiple. Il devra, dans les prochains mois, appeler à agir avec lui les formations, groupes ou personnalités qui se sont engagés dans le combat de la Gauche et plus généralement, dans le combat pour la liberté, la justice, le progrès. Mais il est clair en même temps que la campagne des législatives, les combats politiques des prochaines années ne pourront être gagnés qu'autour du Parti socialiste. Qu'il s'ouvre et rassemble, oui. Qu'il se dissolve dans une construction politique fabriquée pour les besoins d'un moment, non. On ne peut créer une grande force politique qu'en l'inscrivant dans un grand courant historique. Le nôtre s'appelle socialisme.

2. Un parti assuré

La mode est à nouveau de mettre en cause le rôle des partis politiques dans la vie démocratique. Le Parti socialiste n'échappe pas à ces critiques, le plus souvent démagogiques et injustes. Pour que les Français reconnaissent notre message, pour que les militants aient confiance en leur parti, encore faut-il que celui-ci soit assuré de son identité.

Les évolutions de la vie politique et sociale ces dernières années peuvent expliquer une part de ces interrogations. Le poids et l'écho des générations formées par la Deuxième Guerre mondiale, dans la Résistance, puis dans la « guerre froide », la détente et la période de forte croissance économique se réduisent. Une partie de l'industrie disparaît dans la crise, entraînant dans sa chute de larges secteurs du salariat, affaiblissant les organisations représentatives du monde du travail. La classe ouvrière tend à se partager entre ceux qui ont un emploi et ceux qui vivent l'insécurité morale et financière du chômage. Il en résulte une atomisation croissante du corps social, des signes de décomposition du paysage social et humain des décennies 1950 et 1960. Les grandes idéologies ou les grandes ambitions réformatrices semblent avoir perdu leur attrait.

Pourtant, les mutations s'engagent. Au sein de notre société encore trop intolérante, chaotique, dure aux plus démunis, surgissent de nouveaux rapports sociaux, émergent de nouveaux styles de vie, se réactualisent des valeurs anciennes qu'on croyait disparues. Les formes mêmes de l'engagement changent : si l'adhésion à un parti ou à un syndicat – ces forces irremplaçables dans le combat de la Gauche – est actuellement moins fréquente, nombre d'hommes et de femmes mènent des actions concrètes, limitées, de transformation sociale ou de solidarité.

Le Parti socialiste donne une perspective politique à ce foisonnement. Face à ceux qui cherchent à dévaloriser la notion de parti, il faut rappeler son rôle dans notre démocratie : il concourt à l'expression du pluralisme des opinions ; en son sein s'élaborent les grandes orientations et les projets globaux de société proposés ensuite en toute clarté et en toute responsabilité au choix des électeurs. C'est cette conception de la fonction des formations politiques que les socialistes entendent promouvoir et qu'ils appliquent d'ailleurs au sein de leur propre parti. Aux socialistes de faire en sorte que les réalités du rassemblement, de la modernisation soient plus fortes que celles de l'éclatement et de la régression !

Ils doivent pour cela rester attachés aux valeurs spécifiques qui sont celles du socialisme. Le socialisme français ne saurait être réduit à un républicanisme. Il porte l'héritage de la République et des combats démocratiques de notre histoire. Mais il ne se résume pas aux acquis des Républiques successives. Il est l'aile marchante de la République conformément à la conception de Jaurès qui faisait du socialisme « l'accomplissement de la République ». Il n'y a donc pas lieu d'opposer l'un à l'autre.



La lutte contre l'exploitation économique et les excès de la propriété privée, l'émancipation du mouvement ouvrier, la justice sociale, les droits collectifs, la solidarité internationale et une conception laïque du droit à l'éducation sont parmi les principaux apports du socialisme. Nous n'avons pas l'intention d'y renoncer. Ces valeurs restent au centre du combat que mènent les socialistes contre les forces du conservatisme politique et social. A l'heure où certains confondent les libertés avec les privilèges, partent en guerre contre l'idée d'égalité et les valeurs de fraternité, nous devons agir pour actualiser et faire revivre dans la conscience des Français les idéaux républicains.

Défendre la liberté, donner un contenu concret à l'égalité, faire vivre la fraternité, plus nécessaire que jamais pour bâtir, en travaillant patiemment et courageusement à l'insertion des travailleurs immigrés, une France riche de l'apport de plusieurs cultures, c'est à la fois défendre les valeurs républicaines menacées et les actualiser dans un sens socialiste. Aller plus loin dans la prise de responsabilité des citoyens et des travailleurs en faisant vivre la décentralisation et la démocratisation des entreprises va également dans le même sens.

Pendant ces quatre ans, on a beaucoup glosé sur les rapports parti-gouvernement. On nous reproche contradictoirement d'être trop éloignés de la pratique gouvernementale et d'être trop suivistes. La réalité est différente. C'est celle d'une délibération et d'une action permanentes des instances de direction du P.S. vers l'opinion mais aussi vers le gouvernement. Tout n'a pas abouti, certes. Ce qui a abouti n'a pas toujours été proclamé par nous. Mais sur plusieurs dossiers – justice fiscale, contributions sociales, remboursement de l'I.V.G., création d'un ministère regroupant tous les services du travail, fonctionnement des entreprises publiques, chômeurs en fin de droits, solutions concrètes sur le terrain à des problèmes industriels, effort de recherche, « flexibilité », questions de politique internationale, problème de l'Apartheid, l'influence du Parti a été importante et positive. Nous examinons cette période 1981-1985 sans complaisance et sans masochisme. Nous n'avons pas systématiquement entretenu la « divergence » ou cherché le « conflit » pour démontrer que le Parti existait ; nous n'avons pas accepté la « soumission » comme une fatalité des institutions de la V^e République. Nous ne nous sommes pas spécialisés, comme certains nous y invitaient, dans « l'ailleurs » politique, c'est-à-dire dans les problèmes qui n'intéressaient pas le gouvernement et donc le cœur de la vie politique et sociale. Non ! par les rencontres régulières avec le président de la République et avec les deux Premiers ministres, par les contacts multiples avec les ministres socialistes, nous sommes efforcés de promouvoir un mouvement de va-et-vient et une synthèse entre nos propositions et l'action gouvernementale. Cette démarche doit être poursuivie et elle sera concrétisée dans la campagne des élections législatives.

3. Faire vivre le Parti socialiste

Dans une société en pleine évolution, l'amélioration du fonctionnement du Parti socialiste est une exigence permanente. Il doit s'adapter sans cesse à une réalité changeante où apparaissent de nouvelles pratiques et de nouvelles techniques. Les formes d'organisation du Parti socialiste sont souples, ses modes de débat ouverts et diversifiés. Le Parti est un lieu de réflexion qui a montré, dans la période récente, sa capacité à moderniser sa propre organisation.

La volonté de réduire le cumul des mandats électifs est une préoccupation du Parti. On ne saurait se contenter d'exiger le respect d'une nouvelle règle pour certains mandats électifs pour le seul Parti socialiste. C'est pourquoi des propositions concrètes seront faites au gouvernement afin d'arriver à une situation équitable pour tous et à une meilleure pratique de la vie démocratique.

L'organisation et la mobilisation du Parti seront une condition indispensable de la réussite dans la grande campagne politique qui s'annonce. C'est pourquoi le problème de la coordination parti-gouvernement dans la campagne a été posé et maîtrisé. Sur son propre plan, et autour du

conseil politique et de la direction de campagne qui entourera le Premier Secrétaire, le Parti commence à mettre en place son dispositif.

S'il est sûr de son identité, s'il se rassemble dans le congrès, s'il met en œuvre efficacement ses moyens d'action, le Parti et ses militants seront bien un élément décisif de l'échéance politique de 1986.

Conclusion

1986 est maintenant proche. Pour la première fois dans l'histoire de la Gauche, les socialistes vont mener à son terme une législature et solliciter un nouveau mandat sans qu'aucune crise politique, institutionnelle ou économique ait interrompu la permanence de leur action gouvernementale. C'est là un fait d'importance que nous aurons à mettre en avant pour le rendez-vous des prochaines élections.

Ces cinq années écoulées ont montré aux Français ce que voulaient les socialistes ; ils veulent le changement par étapes, le progrès du pays, dans la paix civile et la justice. Ils partent des faits, mesurent l'inertie d'une partie du corps social et la capacité de blocage des forces adverses. Ils sont aux côtés du président de la République, François Mitterrand, pour mener une politique qui soit à la fois de rigueur et de progrès social, d'esprit d'entreprise et de solidarité. Ils veulent préparer la société de l'an 2000 à partir des formidables innovations d'aujourd'hui, mais aussi à partir des valeurs que les socialistes défendent et dans lesquelles les Français se reconnaissent. En bref, ils ont montré, depuis 1981, comment ils savaient à la fois garder leur identité et assumer les responsabilités du gouvernement.

Au-delà de notre congrès, dans la campagne qui va s'engager, les Français se rendront chaque jour un peu plus compte des termes du choix qui leur sera proposé l'année prochaine : ou bien défendre ce qu'ils ont acquis, poursuivre avec nous, parce que nous sommes la seule garantie qu'ils continueront de bénéficier des réformes, des droits et des libertés que des gouvernements où étaient les socialistes leur ont apportés, depuis 1936 à 1985, et manifester clairement qu'ils veulent, comme nous le leur proposons, que la France persévère dans la voie du progrès ; ou bien se préparer, avec le retour de la droite, à une gigantesque régression pour le plus grand nombre.

C'est pourquoi notre congrès adressera un appel aux Français, pour que, nombreux, ils se rassemblent et apportent leur soutien aux propositions que leur présentent les socialistes.

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteur en chef :
Françoise Seligmann

Administration : Société éditrice :
S.a.r.l. « Le Poing et la Rose »
10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07
N° C.P.P. 53 321.

Imprimerie L'Avenir Graphique
Z.I. Torcy-Sud
77200 Torcy - Tél. : 005-92-05.

Convaincre

**Motion d'orientation présentée par : Michel ROCARD
et les membres du Comité Directeur et responsables suivants :**

Monique BACHELIER, Jean-Pierre BALDUYCK, Pierre BOURGUIGNON, Pierre BRANA, Robert CHAPUIS, Jean-Pierre COT, José ESCANEZ, Claude EVIN, Patrice FINEL, Michel de LA FOURNIÈRE, Daniel FRACHON, Gérard FUCHS, Gérard GOUZES, Jacques GRANIE, Jean-Pierre JOSEPH, Françoise LAURANT, Marie-France LECUIR, Louis LE PENSEC, Marie-Noëlle LIENEMANN, Gérard LINDEPERG, Bernard MORIN, Jean-Pierre MIGNARD, Jacques MOREAU, Jean-Claude PETITDEMANGE, Germaine PIVASSET, Guy POIRIER, René REGNAULT, Alain RICHARD, André ROUVIÈRE, Gérard SALLE, André SALOMON, Jacques SALVATOR, Michel SAPIN, Yves TAVERNIER, Marie-Claude VAYSSADE, Jean-Pierre WEBEN, Jean-Pierre WORMS, Pierre ZEMOR.

SOMMAIRE

La France est inquiète mais...
le sursaut est possible...
... en modernisant le Socialisme

I - AFFIRMER NOS PRIORITES

- 1 - Lutter contre le chômage
- 2 - Choisir la solidarité
- 3 - Réduire les inégalités
- 4 - Vivre ensemble
- 5 - Jouer la carte de l'Europe dans un monde déchiré

II - POUR 1986, UNE STRATEGIE CLAIRE

- 1 - Trois certitudes
- 2 - Deux hypothèses
- 3 - Trois exigences
- 4 - Cinq priorités

III - LE ROLE DES SOCIALISTES

La France est inquiète mais...

La France est inquiète et désabusée.

Le monde change vite, dans son économie, ses techniques, ses équilibres sociaux ou stratégiques. L'impression dominante est que notre pays s'essouffle à vouloir épouser ce changement. Il semble que la faible croissance et le chômage persistant traduisent notre incapacité à suivre le mouvement imprimé par nos partenaires et concurrents américains, japonais ou même allemands.

Les échéances sont proches et les questions pressantes :

- Le chômage continuera-t-il de croître ?
- Faut-il, pour le limiter, travailler plus ou au contraire partager le travail ?
- Comment maintenir, et jusqu'à quand, les acquis de notre système de protection sociale ? Qui, dans vingt ans, paiera les retraites ?
- Peut-on réduire la délinquance et améliorer la sécurité quotidienne des Français sans aggraver les comportements sécuritaires nés de l'inquiétude et sans restreindre les libertés publiques et les droits de l'homme ?
- Serons-nous encore, demain, un pays industriel créateur ou serons-nous devenus un satellite à la remorque des pays du Pacifique ?
- L'Europe représente-t-elle encore un enjeu qui mérite qu'on lui consacre énergie et sacrifices ?
- La France a-t-elle encore un rôle dans le monde ? Ses armes, sa stratégie, ses alliances lui donnent-elles des chances de contribuer à la sauvegarde de la paix ?

Pour le présent, ces questions sont au cœur des préoccupations de nos concitoyens. Pour la fin du siècle, elles angoissent chacun de nous. Elles sont censées recevoir des réponses à travers les choix que formuleront les électeurs en mars 1986.

Le risque, hélas ! est qu'à ce moment-là, les Français aient le sentiment de n'avoir guère le choix qu'entre deux caricatures que les socialistes ont toujours rejetées : libéralisme ou collectivisme, loi de la jungle ou goulag ? L'Etat, nulle part ou partout ? Comme si la civilisation avait pu naître sans que ne s'organisent des fonctions collectives, des pouvoirs publics, puis se développer sans que la loi ne garantisse l'ordre ! Ou comme si la liberté réelle de l'individu n'était plus une finalité du politique !

Il n'y a pas de réponses simples à des questions complexes. Et dans une situation aussi tourmentée, il est essentiel de discerner les temps forts et d'identifier les choix décisifs.

Pour les pays de la vieille Europe, qui n'assurent plus le renouvellement de leurs générations et qui voient la civilisation qu'ils ont créée transplanter ailleurs ses capacités créatrices, le XXI^e siècle ne peut être celui de la permanence ou du maintien. Ces mots n'ont plus de sens. Nos pays n'ont de choix qu'entre le déclin ou le sursaut.

La France se trouve face à un tel choix. Notre pays doit à son histoire et sa géographie de disposer encore d'atouts considérables. Sa vitalité démographique est la moins menacée d'Europe. Il est le seul pays du continent à disposer d'un savoir-faire réel dans la plupart des techniques qui domineront le siècle prochain : énergie nucléaire, aéronautique lourde, astronautique, exploration des fonds sous-marins, biotechnologies, programmation informatique, techniques financières. Nos laboratoires et nos chercheurs restent dans le peloton de tête de la compétition



mondiale. L'équilibre institutionnel de la France est parmi le plus stables du monde. La France est au sein de la communauté européenne un pays moteur.

1981, de ne plus pouvoir projeter sur nous le rêve d'un gouvernement qui estomperait les réalités de la crise et dispenserait des efforts qu'elle exige !

En ce sens, c'est une supercherie que de dire qu'il y a des déçus du socialisme. Il n'y a que des déçus de l'espérance qui nous reprochent de n'avoir su ni prévenir ni dissiper cet état d'esprit. En conséquence, c'est en nous-mêmes et par nous-mêmes qu'il faut forger les conditions du retour à la confiance.

Le sursaut est possible...

Le sursaut est possible. Les Français le souhaitent-ils ? Mais a-t-on jamais relevé un tel défi sans enthousiasme, sans volonté collective, sans espérance rassemblée ?

La France serait-elle moins malade de son économie que de sa société politique ? Cela se traduit d'abord par un décalage sans cesse croissant entre, d'un côté les convergences grandissantes au sein de l'opinion sur des questions comme la défense nationale, la politique extérieure, les institutions, la nécessité de moderniser l'appareil productif, et, d'un autre côté les clivages partisans qui s'exacerbent dans l'enflure verbale et le refus de l'autre où la droite semble se réfugier aujourd'hui. Ensuite, l'émiettement sans cesse accentué des différents groupes qui structurent la société conduit au repli sur l'individualisme, au corporatisme et à l'égoïsme des avantages acquis. D'autre part, la crise que connaît le syndicalisme est un fait très préoccupant pour l'avenir de notre société. Même l'esprit d'entreprise s'exprime davantage en termes personnels que collectifs. Où, sinon dans la jeunesse, trouve-t-on encore le ressort capable de susciter générosité et solidarité ? On observe enfin une incapacité quasi structurelle à privilégier les enjeux à long terme par rapport à ceux du présent immédiat. Le rôle subalterne dans lequel reste confinée la planification l'illustre clairement.

De cet état de choses, les socialistes portent, aussi paradoxal qu'il y paraisse, une part de responsabilité. Il ont trop souvent épousé certaines espérances ou revendications excessives et trop souvent privilégié l'aspect quantitatif de leurs objectifs. Ils ont pensé trop exclusivement les nationalisations à partir du vieux schéma de l'appropriation collective des moyens de production et d'échange et pas assez en fonction des exigences d'une économie moderne et ouverte.

Trop peu de ce que la gauche a pu accomplir au cours de ses premières années de gouvernement, en voulant tenir ses engagements malgré des difficultés amplifiées par l'aggravation de la crise, a été porté à son crédit : retraite à 60 ans, nouveaux droits des travailleurs, droits des femmes, relèvement substantiel des bas salaires et des prestations sociales, tout cela et bien d'autres choses encore fut considéré comme normal puisque la gauche l'avait promis, et plus encore parce que cela faisait partie de ce qu'on attendait d'elle.

Plus gravement, les transformations les plus importantes pour l'avenir du pays intervenues depuis quatre ans sont les moins perçues par l'opinion : renaissance et extension de la volonté d'entreprise, baisse de l'inflation, rétablissement de la capacité d'investissement des entreprises, redressement de l'équilibre extérieur. Peut-être la sous-estimation de ces résultats, pourtant décisifs pour l'avenir, est-elle liée au fait qu'ils se traduisent dans des domaines qui ne relevaient pas des préoccupations dominantes des socialistes avant 1981.

Ne nous y trompons pas : si nous ne sommes pas capables d'analyser comme il faut la désaffection des Français à notre endroit et d'expliquer les raisons pour lesquelles nous sommes passés – après cinq années au pouvoir – de la majorité absolue au second tour de l'élection présidentielle et à l'Assemblée nationale à un score bien inférieur dans les élections partielles et les sondages d'opinion, nous n'aurons aucune chance de renverser cette tendance et de dégager les réponses sur lesquelles pourraient s'appuyer la confiance retrouvée.

Cinq années de gouvernement par la gauche ont appris aux Français (et reconnaissons-le à beaucoup d'entre nous) qu'il est des contraintes dont aucun pouvoir, dans une société ouverte et démocratique, ne peut s'affranchir. Ces réalités ont nom équilibre du commerce extérieur, niveau de l'inflation, dynamique de l'entreprise, investissements... Peut-être les Français regrettent-ils d'abord, puisque l'alternance a joué en

... en modernisant le Socialisme

Depuis 1981, des réformes importantes ont été réalisées, des améliorations sensibles ont été apportées dans la vie de millions de gens (qu'il s'agisse des personnes âgées, des jeunes en difficultés, des handicapés...), les libertés ont été défendues et tous les hommes de bonne foi reconnaissent la dignité et l'efficacité de l'action menée par Robert Badinter, de multiples efforts ont été développés pour endiguer la vague du chômage.

Nous ne devons pas avoir honte de notre bilan.

Mais la vraie question est de savoir si les perspectives politiques proposées aux socialistes à ce jour, répondent aux conditions d'un retour à la confiance. Car aussi redoutable que soit pour le monde du travail et pour la poursuite du redressement national l'hypothèse du retour de la droite au pouvoir, ce n'est pas (uniquement) dans la dénonciation de sa volonté de revanche et de ses propositions de régression sociale, ce n'est pas dans le retour, familier donc confortable, au discours d'opposition que l'on peut susciter l'enthousiasme mobilisateur. Ce n'est pas non plus dans l'idée qu'en administrant sans vagues l'ordre des choses on pourrait susciter un consensus. Ce n'est pas davantage dans le renvoi du socialisme à des jours meilleurs – lesquels ? – au profit d'un programme bleu horizon de défense républicaine.

Les Français n'attendent pas davantage des socialistes une version remise au goût du jour du « Projet socialiste » ou du « Programme commun ».

L'opinion a appris à se méfier des programmes, non parce qu'ils sont des engagements mais parce qu'elle a compris que l'art de gouverner s'applique davantage à répondre aux situations nouvelles qui surgissent qu'à mettre en œuvre un catalogue de promesses indifférent à un monde en perpétuel mouvement.

Il y a en effet dans le pays deux interrogations fondamentales.

– Le décalage ressenti entre l'espérance d'hier et la dureté du présent a accrédité l'impression que, confronté aux réalités de la crise, le gouvernement de la gauche ne réagissait pas toujours très différemment du pouvoir de droite qui l'avait précédé. **En quoi nos réponses sont-elles essentiellement différentes de celles de la droite ? Est-il possible qu'elles donnent corps à un de ces grands desseins autour duquel on pourrait rassembler les Français** pour donner du sens à l'aventure humaine et assurer le redressement du pays ?

– **En mars 1986, le Parti socialiste n'aura plus la majorité absolue à l'Assemblée nationale.** Au-delà même du résultat en voix, le mode de scrutin qui a été retenu comporte cette conséquence évidente. **Que ferons-nous alors ?** Le parti en son Congrès ne peut rester silencieux à ce sujet. L'opinion à coup sûr sanctionnerait durement pareil mutisme.

Ces interrogations que l'on perçoit dans le doute et l'inquiétude de nombre de nos concitoyens, sont aussi, bien évidemment, celles des socialistes. Vivant et travaillant au milieu du peuple français, à l'unisson de ses incertitudes, comment ne les partageraient-ils pas ? Mais, à cela s'ajoute, pour eux, une troisième interrogation décisive :

– le renouveau et l'accession au pouvoir du Parti socialiste se sont construits sur l'Union de la gauche, et sur un projet dont le tryptique fondateur s'appelait : Nationalisations, Planification, Autogestion.



La politique de la direction du Parti communiste français fait de l'axe stratégique de l'Union de la gauche une impasse.

Les Nationalisations ont montré que l'appropriation du capital par l'Etat ne suffisait pas à régler les problèmes qu'elle était censée résoudre, et les travailleurs le mesurent bien.

La Planification n'a pas été utilisée comme elle aurait pu l'être. ?!

Quant à l'Autogestion, on ose à peine l'évoquer.

Ce qu'on appelle « crise d'identité » est surtout la perception du décalage entre les discours d'hier et les actes d'aujourd'hui, entre les propositions du Parti et les positions du gouvernement.

Cette « crise d'identité » pourra-t-elle être surmontée sans une mise à jour effectuée à la lumière de la leçon des faits et de ce que l'expérience du pouvoir nous a appris sur la société française ?

En un mot, les socialistes peuvent-ils espérer rassembler les Français s'ils ne se rassemblent pas d'abord eux-mêmes ? **Le socialisme pourrait-il espérer susciter le sursaut contre le déclin s'il faisait l'économie de sa propre modernisation ?**

C'est à ces trois questions essentielles que le Congrès doit apporter, non pas les réponses, mais quelques réponses qui chercheront surtout à illustrer nos principes et notre démarche.

On nous reprochera d'avoir passé bien des sujets sous silence, de ne pas avoir dressé le bilan des réalisations du gouvernement de la gauche, d'avoir omis telle référence obligée. C'est volontaire. Nous n'avons eu qu'un seul objectif : jeter quelques bases autour desquelles pourraient à la fois se rassembler les socialistes, se recréer les conditions de la confiance populaire, se reconstruire notre capacité de vaincre. Il n'est que temps.

I — Affirmer nos priorités

1 - Lutter contre le chômage

Un pays peut-il accepter que, sur une longue période, le chômage frappe de manière permanente un travailleur sur dix, plus du quart de la jeunesse et les femmes plus fortement que les hommes ? Il y a là, à coup sûr, le défi le plus angoissant auquel soit confronté le corps social français et autour duquel se joue, en fait, sa stabilité ou son explosion. Tout examen lucide et sérieux de ce problème doit intégrer le fait que l'automatisation des tâches répétitives va progresser très rapidement et que, pour l'essentiel, ce n'est plus sur l'industrie qu'il faut compter pour créer les emplois dont nous avons besoin. On ne peut plus se contenter de traiter le chômage comme la résultante de tous les autres choix économiques. **Les socialistes passeraient à côté de l'attente du pays s'ils n'avaient rien d'autre à proposer que la poursuite de la politique de rigueur et de modernisation avant de pouvoir ouvrir de nouvelles perspectives.**

Nous avons cinq champs d'action prioritaires :

1) Le plus urgent est celui qui consiste à éviter la marginalisation des chômeurs dans notre société. **1956 a été l'année du minimum vieillesse, 1986 doit être celle d'un minimum social garanti.** Un tel enjeu ne dépend pas d'abord de la loi ou du décret, mais de la négociation entre partenaires sociaux. Les collectivités locales, dont certaines ont montré l'exemple, devront y être associées. C'est une condition décisive pour empêcher que ne s'accroisse le fossé des inégalités.

2) **La réduction de la durée du travail peut-elle être une arme efficace de la lutte contre le chômage ? Oui, indiscutablement.** A trois conditions :

- Qu'il s'agisse d'une baisse moyenne et négociée, ni autoritaire, ni unilatérale, liée à l'aménagement du temps de travail, de sorte que les secteurs ou entreprises préservent leur souplesse d'adaptation aux marchés, sans pénaliser une catégorie de travailleurs (en particulier les femmes).

- Que l'évolution des revenus soit liée à celle de la productivité, de sorte que la baisse de la durée du travail ne se traduise pas aussitôt par un relèvement insupportable des coûts de production.

- Que les machines travaillent plus pour que les hommes travaillent moins, de sorte que l'augmentation de la durée d'utilisation des équipements diminue le coût d'amortissement du matériel. Elle implique, certes,

une nouvelle organisation du travail, des horaires diurnes diversifiés, une plus grande amplitude d'ouverture des services publics à la population.

L'allongement de la durée d'utilisation des équipements productifs est aussi une des conditions nécessaires à la reprise de la croissance, en ce qu'elle peut élargir les capacités de production. Elle peut fournir la base efficace d'une révolution du temps choisi, une nouvelle liberté pour les travailleurs et les citoyens de ce pays. Cela peut impliquer une compensation non intégrale en terme de salaire, sauf pour les bas revenus.

3) Il faut une action publique déterminée à **moduler l'assiette des cotisations sociales** dans un sens moins défavorable à l'emploi, à alléger les réglementations, les délais et les démarches administratives au-delà de ce qui a déjà été fait, à aménager la fiscalité de manière à ne pas avantager systématiquement la mécanisation et le capital par rapport au travail. Entre la modernisation nécessaire de notre économie et l'immense danger d'éclatement du tissu social de notre pays, il faut trouver un meilleur équilibre.

4) Le respect nécessaire de notre stabilité monétaire et de l'équilibre de nos paiements extérieurs est compatible avec une croissance légèrement plus soutenue que celle que nous connaissons actuellement. Mais il y faudrait une action plus sélective, une priorité moins systématique au court terme sur le long terme et, surtout, une politique qui ne mesure pas uniquement le respect de nos grands équilibres à l'aune monétaire. L'imagination doit désormais accompagner la rigueur. Elle pourrait s'appuyer sur une recherche plus rapide de **l'unification économique européenne**, notamment en faisant de l'Ecu une vraie monnaie communautaire, en construisant les bases techniques et scientifiques d'un espace industriel, afin de retrouver quelques degrés de liberté supplémentaire pour la création d'emplois. Que l'Europe serve à appuyer l'expansion et pas seulement à résorber les surplus agricoles, elle n'en sera que plus mobilisatrice !

5) Enfin, l'effort considérable déjà entrepris dans le domaine de **la formation** devrait être amplifié et amélioré dans le sens des formations alternées ou des séquences pédagogiques en alternance.

Contrairement à une attitude trop répandue, il faut ajouter qu'un **secteur agricole et agro-alimentaire puissant et dynamique a toute sa place dans la lutte contre le chômage.** Cela exige que soit poursuivi le combat de la France à Bruxelles pour préserver les acquis essentiels de la P.A.C., que la diversification soit encouragée, que la transformation et la distribution se modernisent, que l'on poursuive la politique de maîtrise des marchés et que les agriculteurs soient traités comme les autres Français, notamment en ce qui concerne le droit à la retraite à 60 ans et l'égalité du statut des exploitants et exploitantes agricoles.



2 – Choisir la solidarité

Proposer l'instauration d'un minimum social garanti conduit à poser le problème de l'ensemble de notre protection sociale. Puisque la durée de vie s'allonge quand le temps passé au travail diminue, les retraites coûteront inéluctablement de plus en plus cher. Or, la compétition internationale interdit purement et simplement de surcharger des coûts de production déjà trop lourds, que l'on cherche, au nom de la lutte pour l'emploi, à réduire. On ne pourra pas davantage se soigner toujours mieux à coût constant. Ce n'est d'ailleurs pas parce que les dépenses de santé augmentent de 15 % chaque année que la protection des gens s'accroît dans cette proportion. **La société française va devoir aborder clairement et lucidement le problème du financement de la protection sociale. Plus le courage sera précocement et ample, moins les correctifs inévitables seront douloureux.**

Quand la croissance est limitée, être solidaire signifie prendre à certains pour donner à d'autres, et non se limiter à répartir aussi équitablement que possible le surplus annuel de richesse créée. La solidarité à des bénéficiaires, elle a aussi des contributeurs.

Nous proposons quatre directions de recherche pour un nouvel équilibre, plus durable et plus cohérent de notre protection sociale :

1) Avoir le courage de dire que, désormais, c'est sur toute une vie qu'il faudra savoir partager le revenu tiré par chacun de son activité productive et qu'on n'y parviendra qu'en garantissant une retraite de base décente à chacun. Au-delà, on pourrait envisager des retraites complémentaires par capitalisation, à condition que leur financement ne contredise pas les exigences de solidarité.

2) Rééquilibrer la part des entreprises et la part des ménages dans le financement de la protection sociale de deux façons : par la poursuite progressive du dé plafonnement des cotisations et par la fiscalisation d'une partie de celles-ci. En élargissant l'assiette, les taux peuvent être d'ailleurs diminués. Mais que le citoyen-contribuable participe plus qu'il ne le fait, c'est cela définir une conception socialiste de la solidarité dans une société ouverte et compétitive.

3) Redéfinir ce qui, dans le système de santé, est remboursé et ce qui ne l'est pas, devra faire l'objet d'une adaptation périodique.

4) Encourager les formes de médecine visant la prévention tout autant que les soins parce qu'elles sont plus économes, aussi efficaces, plus humaines ; à cet égard, le souci d'évaluer les coûts de diagnostic et de traitement devra être permanent.

3 – Réduire les inégalités

La France ne peut préserver sa cohérence sociale et politique qu'à deux conditions :

– que le combat contre les inégalités continue, afin que nul ne craigne que l'immense mutation que nous vivons n'aboutisse à l'émergence de nouveaux privilèges ;

– que soit encouragé le développement des entreprises à technologie moderne, des centres d'intérêt nouveaux, des activités connexes ou extérieures à la production, des projets individuels liés à la création sous toutes ses formes et des multiples services mutuels d'aide à la vie, y compris entre générations. Tout cela doit être stimulé de manière suffisamment perceptible, en regard des licenciements, des cessations d'activités, des dépérissements régionaux, pour que l'image globale de la société soit celle du mouvement et du progrès plutôt que de la régression et du déclin. La mobilisation, par exemple, de l'immense masse des pré-retraités récents, riches de savoir à transmettre, peut être décisive pour le succès d'une telle mutation.

Mais toutes perspectives exigent les moyens d'application. Ils sont principalement de trois ordres :

L'école

Le premier concerne l'école. Sans doute était-il bon de rappeler – l'avait-on oublié ? – qu'elle sert à transmettre une culture et des savoirs, que cela ne va ni sans travail, ni sans l'exercice de quelque autorité, ni sans le recours fréquent à de nouvelles compétences. Mais **on ne peut occulter le problème central : le malaise de l'institution scolaire consécutif au refus de l'école par un nombre croissant de jeunes**, refus auquel il faut répondre au fond et que l'autorité ne peut suffire à dominer.

On peut instruire sans se poser de problèmes de société, on ne saurait éduquer en les ignorant. Face à la réalité diverse et hétérogène que constituent les jeunes d'âge scolaire aujourd'hui, **l'égalité des chances implique quatre propositions :**

- reconnaître les acquis de départ du jeune et ne pas lui délivrer un savoir extérieur prêt à consommer, étranger à son univers ;
- développer les formules de pédagogie par objectifs et associer les jeunes à la mesure des résultats ;
- définir de vraies passerelles permettant de passer d'une filière d'enseignement à une autre : il ne doit plus y avoir d'impasse ;
- poursuivre l'insertion des jeunes et des enseignants dans la vie économique (stages, jumelages, école-entreprise, etc.).

La décentralisation

La deuxième concerne la décentralisation. Après cinq siècles de centralisation administrative et culturelle (pour ne pas remonter aux légistes de Philippe le Bel), c'est la fierté des socialistes et l'un des plus grands services qu'ils ont rendus à la France que d'en avoir cassé le dogme. Mais l'affaire n'est pas achevée et encore menacée de déviations.

En revitalisant les collectivités territoriales, nous leur avons donné les moyens, si elles savent s'en saisir, d'intervenir de manière plus souple, plus adaptée, plus efficace que n'aurait pu le faire l'Etat. Mais il faut qu'elles aussi apprennent à se méfier de l'idée selon laquelle tout problème de quelque ampleur exige l'intervention des pouvoirs publics, toute initiative n'est possible qu'avec leur concours ou sur leur suggestion, qu'elles ne soient pas saisies, en un mot, d'une volonté réglementariste. Et si leur intervention est nécessaire il convient de les mettre en garde contre la tendance à tout réglementer.

Ce dont il s'agit ici n'est autre que ce que les socialistes ont appelé autogestion : permettre au corps social de trouver de multiples souplesses, laisser se prendre des initiatives collectives – économiques ou non – sans les corseter de règlements publics, favoriser l'essor de formes adaptées et non officialisées d'organisation sociale, en fin de compte, donner plus d'autonomie aux individus et à tous les modes de regroupement dans la vie sociale de demain. A cet égard, **nous proposons de retenir le référendum d'initiative locale comme l'une des prochaines avancées de la décentralisation.**

La fiscalité

Le troisième moyen d'action est fiscal. A taux faible, tout impôt est accessible, ou presque. A taux excessif, tout impôt est nuisible à la vie économique, suscite la fraude, les circuits parallèles, l'exode des activités. Or, la demande publique est immense : défense, éducation, recherche, police, justice, protection sociale, équipements... Il y a donc imposition à exiger des économies massives sans spécifier lesquelles. A supposer qu'on puisse encore élaguer dans le foisonnement de la dépense, cela ne peut suffire. **Il faut aussi revoir le système fiscal.**

Il ya un mythe de LA réforme fiscale, unique et cohérente : trop d'inerties, trop d'intérêts s'y opposeraient. Des retouches constantes, patientes et progressives pourraient en revanche favoriser la création d'entreprises, taxer la richesse sans en compromettre la production, interdire



efficacement l'enrichissement sans cause mais laisser à chacun l'espoir raisonnable et légitime de gagner de l'argent par son travail et ses responsabilités. Si l'impôt ne doit frapper que ceux dont le minimum est assuré, s'il le faut plus juste, il ne doit pas pénaliser la réussite. Quant à sa masse globale, elle ne doit fléchir qu'au fur et à mesure que des besoins, aujourd'hui reconnus comme publics, trouveront d'autre financement par le prix, la cotisation, l'abonnement ou autrement, et non plus seulement par l'Etat. **Si la stabilisation des prélèvements obligatoires est nécessaire, leur diminution ne saurait représenter un objectif en soi.**

4 - Vivre ensemble

Tels sont quelques-uns des objectifs à atteindre, quelques-uns des moyens à employer. Mais il est un sujet qui les résume tous et emprunte à chacun : vivre ensemble.

Le redressement économique, nécessaire en soi, est surtout indispensable pour éviter que, sans lui, on assiste à un émiettement du corps social dans l'âpreté d'une époque où se diluent les valeurs les plus hautes. Chacun pour soi et sauve qui peut. Le voisin devient concurrent, le concurrent ennemi, l'autre est toujours suspect et, s'il est étranger, coupable.

De ce point de vue, la laïcité de la société est la condition d'une communauté accueillante. Ce n'est pas une valeur de circonstance. Elle ne se limite pas à l'institution scolaire. Ethique de vérité et source de liberté, elle reste à approfondir et à revaloriser. Les socialistes y sont profondément attachés.

Concernant la délinquance, on n'insistera jamais assez sur ses origines sociales et économiques mais on ne peut borner là le discours, s'en remettre à la croissance et au plein emploi du soin de régler le problème et s'affranchir à bon compte des efforts multiples qu'il faut dans l'intervalle. **Il faut développer encore la politique prioritaire qui allie prévention et répression**, en fonction de critères d'efficacité : le renforcement de l'action sociale et policière au niveau des quartiers (type Commissions Bonnemaison) et l'amélioration de la justice pénale (accélération des procédures notamment) s'inscrivent dans ces perspectives.

Outre les réponses économiques, c'est encore dans l'autonomie qu'il faut chercher des moyens préventifs. La vie quotidienne fourmille d'initiatives de petits groupes - culturels ou sociaux - où les participants investissent une énergie qui, autrement, pourrait être dépensée moins utilement. Ils peuvent susciter la méfiance, le rejet de certaines formes d'expression (comportements, goûts musicaux, voire vestimentaires), alors qu'il y aurait lieu de les reconnaître. Les collectivités locales peuvent efficacement relayer les actions dont l'exemple, bien souvent, leur vient de la jeunesse.

On ne fera pas l'économie d'une réflexion sur l'utilisation de la police, sujet trop longtemps éludé par la gauche. Dans ce domaine, l'action actuellement menée doit être poursuivie avec détermination. Moderniser la police, ce n'est pas seulement lui donner les moyens de l'intervention nécessaire, c'est aussi l'autoriser à mieux remplir la mission préventive qui est aussi la sienne. Des commissariats bien équipés, l'ilotage développé, notamment, peuvent offrir à des policiers bien formés la possibilité de tenir efficacement et dignement le rôle essentiel qui est le leur.

Longtemps très accueillante à l'immigration, la France aujourd'hui la craint. S'il faut, certes, limiter à l'extrême les nouvelles arrivées, il faut aussi faire comprendre aux Français que personne ne vole le travail d'autrui. Au contraire, **de nombreux secteurs de notre économie ne pourraient se passer de la main-d'œuvre immigrée**, et c'est toujours le travail qui a créé le travail. **Encore faut-il offrir à tous les immigrés en situation régulière des conditions de logement, de travail et de vie décentes.** L'action des collectivités locales est sur ce point beaucoup plus directement influente que celle de l'Etat. **Encore doivent-ils se voir garantir l'égalité des droits et des devoirs**, les premiers incluant une plus grande participation aux décisions locales, les seconds impliquant la pleine acceptation de notre laïcité et nos lois.

24 - Septembre 1985

Il n'y a pas de lendemains qui chantent. L'établissement, en France, d'un nouvel équilibre social, culturel et politique exige du temps et des efforts. Mais les Français sont capables de les consentir pour peu qu'ils leur soient annoncés, expliqués. Ils seront même capables de mobilisation et d'enthousiasme devant la noblesse d'une perspective audacieuse, et cela d'autant plus qu'elle se complète de choix internationaux majeurs.

5 - Jouer la carte de l'Europe dans un monde déchiré

Le monde va mal. La méfiance, la crainte mutuelle ont relancé, de manière localisée ou générale, une monstrueuse course aux armements. Des intérêts géopolitiques contradictoires bloquent les évolutions et les issues pacifiques au Moyen-Orient comme en Afrique australe, entretiennent la tension en Amérique centrale, privent la communauté internationale de tout rôle médiateur sur des situations comme celles de l'Afghanistan, du Cambodge ou du conflit opposant l'Iran et l'Irak.

Il s'ensuit que le développement du Tiers Monde, qui devrait être la préoccupation de tous, disparaît des priorités internationales. L'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine sont victimes des choix auxquels leurs pays sont contraints, qui aboutissent à des systèmes caricaturalement marxistes ou sauvagement libéraux. Et à celles des nations qui ont pu s'ouvrir à la démocratie, l'incurie économique ou la brutalité financière font courir le risque de sanglants retours en arrière. Le fardeau de la dette devient l'entrave la plus grave au développement ; la famine réapparaît. Rares sont les zones où l'évolution va dans le bon sens, où le bon sens guide les évolutions.

Or, dans cet imbroglio, malgré nos efforts, l'Europe est tragiquement absente.

Creuset originel de la civilisation technicienne, elle demeure, pour peu de temps encore, la plus puissante concentration productive de la planète et, pour un tout petit peu plus longtemps peut-être, la plus forte concentration de culture et de savoir que le monde possède. Mais émiettée, elle est politiquement inexistante, et paraît vouée au déclin.

Il nous faut pourtant affirmer que **l'Europe de l'Ouest est l'une des rares parties du monde qui présente simultanément les trois principales caractéristiques de ce que nous appelons civilisation** : la reconnaissance des droits de l'homme comme fondement de l'organisation politique, un haut niveau de culture et de développement, une protection sociale puissante contre les injustices de la nature ou de l'économie. Il est d'autres formes de culture et de civilisation. Mais nous tenons pour acquis que celle-là est la meilleure qui présente ces trois traits.

Nous tenons pour acquis que la Déclaration universelle des droits de l'homme fait référence à des accomplissements historiques dont l'Europe fournit les plus convaincants. Le communisme, l'intégrisme islamique, ont fait la preuve de leur incompatibilité avec les droits de l'homme et des peuples ; le libéralisme s'oppose à une protection sociale significative.

Oui, **l'Europe a encore quelque chose à dire au monde.** Mieux, elle en a le devoir. Et cela d'autant plus que partout dans le monde, sauf seulement à Moscou, s'exprime une demande significative de l'existence et de l'action de l'Europe.

Les peuples opprimés d'Europe de l'Est s'indignent du silence passif de l'Europe de l'Ouest. La Chine rappelle obstinément que l'équilibre du monde serait mieux assuré si l'Europe occidentale faisait directement face à la pression géopolitique qu'elle subit. Les Etats-Unis laissent savoir qu'ils trouvent financièrement lourde et stratégiquement incertaine la garantie militaire qu'ils donnent à une Europe qui a renoncé à se défendre. Et l'essentiel du Tiers Monde attend de l'Europe une intervention plus efficace sur les mécanismes économiques et financiers mondiaux qui entravent le développement, une capacité plus grande à contrebalancer la toute puissance de la domination américaine.



Mais l'Europe n'en finit pas de naître. L'enthousiasme généreux qui animait les « pères fondateurs » leur faisait caresser l'espoir de voir la politique emboîter le pas du technique, la fédération naturellement engendrée par le poids des domaines de gestion mis en commun.

On sait ce qu'il en fut. Les institutions s'enlisent dans le règlement d'incessants conflits subalternes. Aux idées les plus grandes s'opposent les sacrifices les plus mineurs, à l'élan, l'égoïsme. Jamais pourtant, le besoin d'une Europe unie n'a été aussi pressant, pour quatre raisons au moins.

1. Il devient dangereux que le destin économique du monde dépende d'une seule monnaie dominante, le dollar. Son évolution erratique et le refus absolu du gouvernement américain de gérer sa monnaie dans des conditions qui tiennent compte du reste du monde ont beaucoup aggravé la crise économique que connaît la planète depuis le début des années 1970. Il est évident aujourd'hui que **l'existence d'une véritable monnaie européenne serait un très utile contrepoids** et sans doute un stabilisateur du système monétaire mondial. L'Écu, monnaie de compte aux fonctions limitées, prend spontanément un essor significatif, mais l'essentiel reste à faire : c'est un enjeu décisif de la période présente.

2. La crise profonde que connaît sous des formes diverses le développement du Tiers Monde ne peut conduire qu'à des situations dramatiques. La copie des modèles américains et soviétiques a échoué.

C'est la responsabilité de l'Europe de contribuer à modifier les règles régissant les échanges mondiaux pour favoriser des économies fragiles, protéger ce qui ne survivrait pas sans l'être, dissocier la transmission des savoirs de celle des modèles sociaux. Il n'y a que l'Europe qui puisse donner toute sa puissance à une telle action qu'elle a en partie entreprise. L'Europe ne peut tout faire seule, mais ces changements ne peuvent se faire sans elle.

Mais c'est surtout pour des raisons internes à l'Europe elle-même qu'une avancée décisive dans son édification est nécessaire.

3. Sur le plan économique, l'Europe doit faire aujourd'hui l'objet d'une approche pragmatique et sélective. Sans renoncer à l'objectif général de « parfaire le grand marché » par la suppression généralisée des entraves juridiques, techniques et financières, il faut aller aux urgences. **L'urgence, c'est remédier à la faiblesse de l'Europe dans le domaine industriel et de la recherche** par rapport à ses grands concurrents américains et japonais. Les groupes européens ne sont pas aptes, en particulier du fait de leur division, à fabriquer un certain nombre de systèmes qui assureraient leur présence dans les secteurs de pointe garantissant l'autonomie de la défense nationale des différents pays européens. Il faut se servir de l'Europe pour établir les rapports de force sur le marché mondial et faire face aux défis techniques et industriels. Le programme Eureka, qui tend à la fabrication en commun de prototypes relevant des secteurs de haute technologie, est un pas dans ce sens. D'autres pas sont à faire en combinant une approche bilatérale et une approche communautaire. Mais il ne servirait à rien de développer des coopérations technologiques si leurs conséquences sociales ne sont pas mesurées et prises en charge en commun, dans les politiques du travail, de la protection sociale et de l'égalité des chances, notamment.

4. Enfin il se pose à l'Europe la redoutable question de sa défense. En cas de conflagration mondiale, l'engagement américain est évident. Mais les seules questions sérieuses sont celles qui se posent avant. On ne peut nier que la défense de la population de tel ou tel pays de l'Europe ne soit pas pour un président des Etats-Unis aussi importante que la défense de sa propre population. On ne peut éviter qu'en cas de situation troublée de déséquilibre local, les vraies menaces ne soient plutôt celles du terrorisme, de la déstabilisation violente, ou même de l'action militaire conventionnelle ponctuelle, ou encore du blocage des approvisionnements pétroliers, que celle d'une attaque nucléaire. Encombrée de ses divisions, de ses choix diplomatiques et stratégiques divergents, l'Europe n'ose même pas poser ces problèmes publiquement. La dissuasion française ne répond pas pour les autres Européens. Elle ne répond qu'à certaines menaces pour la France. C'est aujourd'hui une responsabilité

politique évidente pour l'Europe que de poser et de traiter ces problèmes. Il y faudra du temps... raison de plus pour commencer. **C'est aujourd'hui une responsabilité politique évidente pour l'Europe que d'envisager la définition d'une stratégie et la constitution de moyens lui permettant de contribuer, significativement et de manière autonome à sa propre sécurité.**

La communauté européenne a donc besoin d'un renforcement qualitatif, d'un changement de nature dans les quelques années qui viennent.

Cela apparaît peu probable. Cependant, bien des signes montrent que dans différents domaines, le seuil d'un passage à une tout autre dimension n'est pas loin. C'est le cas en matière de recherche scientifique : l'évidence qu'une réponse concertée des pays d'Europe à l'initiative stratégique du Président Reagan s'est largement imposée, permettant un accueil favorable du projet Eureka, qui peut donner naissance à une nouvelle dimension de la recherche et de l'industrie européennes. Les inquiétudes, les propositions, les débats sur les problèmes institutionnels de la Communauté laissent aussi penser que des pas en avant sont proches. On l'a vu, le développement spontané du rôle de l'Ecu est tel que sa transformation en monnaie de transaction et de réserve devient imaginable. Toutes ces cartes doivent être jouées à la fois. **Le rôle de la France y est essentiel.**

Mais qu'il s'agisse de faire de l'Europe une puissance publique, c'est-à-dire un outil de régulation économique au service de l'expansion, ou de faire davantage contribuer l'Europe à la lutte contre le sous-développement, l'une et l'autre cause sont par nature étrangères à ce que l'on appelle le libéralisme. Ces projets ne sont pas ceux de la droite française. On se demande d'ailleurs en quoi ceux qui professent la dérégulation économique, le désengagement généralisé de l'Etat, l'affirmation que l'économie se porte d'autant mieux qu'elle est affranchie de toute contrainte, peuvent continuer à s'intéresser à l'édification d'une puissance publique européenne.

Il est clair, en tout cas, qu'il s'agit là d'une tâche pour les hommes de gauche, pour les socialistes, et qu'elle est de nature à mobiliser l'essentiel des volontés et des enthousiasmes dont la société française est capable.

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

l'Unité

l'hebdomadaire du Parti socialiste

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de
« l'Unité »
10, rue de Solferino, 75007 PARIS

Je soussigné

demeurant

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme de 270 F.

par chèque bancaire.

par chèque postal

ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. Paris

Date

Signature



II — Pour 1986, une stratégie claire

Ainsi s'esquissent non le programme, mais les objectifs que la France doit se donner. Voilà l'enjeu des prochaines échéances. Encore faut-il rechercher les moyens les plus appropriés pour servir ces ambitions.

1 - Trois certitudes

De ce qui peut survenir au soir des élections législatives de mars 1986, nous ne savons aujourd'hui que trois choses, mais avec certitude :

- Le PS ne disposera plus de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, même s'il franchit la barre des 30 % de suffrages que le premier secrétaire a fixé comme objectif. C'est la conséquence logique et inéluctable du mode de scrutin proportionnel.
- Le PC a mis, et pour longtemps semble-t-il, un terme à l'Union de la Gauche et à sa traduction gouvernementale. Le choix de la proportionnelle est aussi le reflet, sur le plan électoral, de cette situation.
- Le mandat du président de la République s'achève en 1988. Nous sommes engagés à ses côtés et serons solidaires de lui.

2 - Deux hypothèses

Pour le reste, nous ne pouvons envisager que des hypothèses. Mais nous avons le devoir d'en prendre la mesure dès maintenant plutôt que de nous laisser entraîner par les circonstances dans des directions que nous n'aurions pas choisies et au péril de notre raison d'être. Le Congrès du PS doit dire ce que seront les critères de choix qui s'imposeront à sa direction en fonction des deux principales hypothèses que l'on peut aujourd'hui formuler.

1. La première est celle où la droite parlementaire actuelle disposerait à elle seule de la majorité absolue des sièges. C'est l'hypothèse la plus simple, c'est aussi la plus lourde de conséquences pour le monde du travail et pour l'avenir du pays.

C'est l'hypothèse de la défaite, où nous n'aurions pas su reconquérir la confiance d'une fraction suffisante de ceux qui nous ont portés au pouvoir en 1981. Nous n'aurions pas d'autre choix alors que de retourner dans l'opposition, d'y rester vigilants, tout en se voulant constructifs.

2. La seconde hypothèse est celle où aucune force ne disposerait de la majorité absolue, soit pour des raisons simplement arithmétiques, soit parce qu'un nombre significatif d'élus de la droite parlementaire actuelle refuserait de gouverner avec le soutien ou la participation de l'extrême droite.

C'est aujourd'hui qu'il faut que le parti détermine son attitude dans une telle hypothèse. Le discours qui consisterait à refuser même de l'envisager serait soit de la résignation anticipée à l'hypothèse de la défaite, soit un camouflage permettant toutes les compromissions.

3 - Trois exigences

Nous proposons donc de définir dès aujourd'hui trois exigences et cinq priorités que devra respecter tout gouvernement auquel participeraient les socialistes.

Ces trois exigences sont les suivantes :

1) Que l'on ne revienne pas sur les réformes essentielles mises en œuvre depuis 1981, même si elles peuvent appeler des adaptations, ni sur les grands acquis du monde du travail.

2) Que la base de la formation d'un tel gouvernement soit un contrat explicite qui constitue un engagement commun sur le plan parlementaire comme sur le plan gouvernemental, scellé lors du débat d'investiture.

3) Qu'en cas de rupture de ce contrat, le premier ministre propose au président de la République de saisir le pays pour porter jugement sur les responsabilités encourues et se prononcer sur les changements nécessaires.

4 - Cinq priorités

Un contrat de législature ainsi fondé devrait s'articuler autour de cinq priorités, résumant les objectifs fondamentaux définis dans les paragraphes précédents :

1) Poursuite de la modernisation de l'appareil productif, en recherchant les conditions de la croissance la plus élevée possible permise par le maintien des équilibres économiques, afin de créer de nouveaux emplois durables ;

2) Maintien d'une politique de partage progressif du travail et des revenus avec les conséquences qui en découlent dans le domaine de la fiscalité et de la protection sociale ;

3) Refus affirmé des thèses autoritaires et xénophobes, notamment en ce qui concerne l'immigration et la sécurité ;

4) Poursuite d'une politique de formation de grande envergure capable d'appuyer les changements culturels dont notre société a besoin et de donner à la jeunesse les chances de son avenir ;

5) Action déterminée dans le domaine international pour la construction de l'Europe dans les domaines de la coopération économique, de la sécurité, et de la solidarité avec les pays en voie de développement.

Une telle proposition - trois exigences, cinq priorités pour un contrat de législature - devrait être un élément essentiel de la prochaine campagne électorale du PS. Elle devrait nourrir les débats avec les personnes, les organisations, qui ne considèrent pas le pouvoir d'Etat comme un lieu à occuper pour s'en partager les dividendes, mais comme l'un des instruments du progrès social. Elle donnera une plus grande crédibilité au nouveau contrat pour la France que les socialistes proposeront aux pays, afin d'éviter que le retour au pouvoir de la droite, avec les mêmes hommes, les mêmes idées, les mêmes pratiques, n'entraîne le pays dans la confusion et la régression économique et sociale. Elle sera quoi qu'il en soit, l'assurance loyale et rigoureuse que le pays pourra être gouverné et la politique de redressement poursuivie.

BROCHURE DE BASE

La nouvelle brochure de base est parue. Instrument indispensable de formation, enrichie et développée, complétée par une chronologie et une bibliographie, elle est à ta disposition.

Pour toute commande : Secteur Communication-Propagande, 10, rue de Solférino, 75007 PARIS. Chèques à l'ordre d'André Laignel.

de 11 à 49 exemplaires : 15 F pièce,
de 50 à 99 exemplaires : 12 F,
à partir de 100 : 10 F.



III — Le rôle des socialistes

Mais l'action des socialistes ne se résume pas à l'occupation du pouvoir d'Etat. Si, par exemple, par la décision même de la direction du Parti communiste, l'Union de la gauche ne constitue plus un axe stratégique, elle garde néanmoins sa signification sociale. Elle exprime le rassemblement de tous ceux qui ont des intérêts communs face à la crise de l'emploi et aux mutations du travail. C'est sur le terrain concret des collectivités locales comme de l'action syndicale ou associative que les socialistes peuvent rechercher un tel rassemblement, par-delà les proclamations démagogiques et les pratiques de division de la direction communiste.

Quand à ressouder un véritable mouvement social, cela part du terrain. Il y faut un enracinement social réaffirmé, une écoute attentive par les responsables politiques, des initiatives multiples pour développer la démocratie et la responsabilité dans l'entreprise et dans la vie publique. Les Français peuvent alors trouver, au-delà d'une planification contractuelle et régionalisée, l'occasion de se réconcilier avec l'action politique au sens large.

Nos élus locaux, les socialistes qui ont des responsabilités associatives ou syndicales ont ici un rôle déterminant, pour rassembler ces très nombreux Français, attachés aux valeurs de la démocratie et de la liberté, qui sans vouloir adhérer à un parti politique, peuvent se retrouver aux côtés des socialistes afin de constituer – au-delà de mars 1986 et pour les échéances cruciales qui lui feront suite – les bases de ce rassemblement sans lequel il n'y a pas d'avenir pour la gauche, et croyons-nous, pour la France.

Mais c'est aussi à partir de l'image que donnera de lui-même le Parti socialiste au niveau national, et notamment dans son Congrès de Toulouse, que le pays jugera s'il peut de nouveau nous accorder sa confiance pour poursuivre l'œuvre engagée depuis 1981.

Les Français attendent un Parti socialiste fidèle mais réaliste, soudé mais ouvert, dynamique mais tolérant, méritant aussi sa puissance et justifiant sa prétention à apporter à la France ce dont elle a besoin.

Avec un parti...

Fidèle : il n'y a rien de pire que de mettre son drapeau dans sa poche à la veille d'une échéance électorale. Ce n'est pas en abandonnant le socialisme qu'on modernisera la France. C'est au contraire en modernisant le socialisme qu'on fera gagner la France.

Réaliste : nous avons changé, et la France avec nous – parfois contre nous. Il n'y a jamais rien eu d'humiliant à reconnaître la leçon des faits et en particulier que les évolutions collectives constatées au cours des cinq dernières années (prises en considération du profit dans les motivations individuelles, réhabilitation de l'entreprise, retour en force de l'individualisme, désaffection à l'égard de la politique) ne sont pas exactement celles que les socialistes ambitionnaient de provoquer. Moderniser le socialisme, ce n'est pas épouser des modes : c'est surtout comprendre qu'on ne peut agir que sur la société telle qu'elle est – et non pas telle qu'on voudrait qu'elle soit.

Que notre action future s'exerce au gouvernement ou dans l'opposition, l'essentiel est qu'il n'y ait plus un socialisme de gouvernement et un socialisme d'opposition. Il n'y aurait rien de pire que ce « lâche soulagement » à la perspective de ne plus avoir à subir les responsabilités du pouvoir, comme si cela devait autoriser tous les excès de la démagogie ou de la surenchère.

La droite n'a pas su échapper à ce travers. C'est en modernisant notre discours à la lumière de ce que l'expérience du pouvoir nous a enseigné, en enrichissant notre réflexion à partir des innovations du terrain, que nous ferons du Parti socialiste la grande force progressiste, composante indispensable de l'alternance démocratique dans notre pays.

Soudé : Qui ne voit que les débats actuels ne recouvrent plus les clivages issus d'anciens congrès ? Les contraintes du pouvoir et la leçon des faits ont suscité d'autres différences et d'autres rapprochements. Nous ne chercherons pas à régler des comptes qui appartiennent déjà au passé. Tirons-en au contraire les enseignements en cherchant à ne pas occulter les débats d'orientation par les seuls enjeux du pouvoir interne. C'est ainsi que nous aurons un parti à la fois démocratique et soudé, rassemblé et donc rassembleur.

Ouvert : Le choix ne doit pas être entre le repli du parti sur lui-même ou la multiplication des clubs et des banquets républicains. Le parti doit offrir, à travers un fonctionnement transformé, ce que des citoyens soucieux de contribuer à la dynamique de la gauche vont chercher dans d'autres structures : souplesse, refus des dogmes et des clivages pré-établis, écoutes des propositions concrètes.

Dynamique : Rien ne serait pire qu'un Congrès introverti sur ses difficultés passées ou présentes, avant tout soucieux de ne pas « faire des vagues ». La seule ambition des signataires de cette motion a été de proposer quelques idées-forces d'un manifeste que les socialistes pourraient lancer au pays et à partir duquel nous pouvons espérer reconquérir ceux qui se sont éloignés de nous. L'enjeu, ce n'est pas le pouvoir. L'enjeu, c'est la France, une France qui doit continuer cette modernisation trop longtemps différée, cette décentralisation trop longtemps retardée, cette réduction des inégalités sans laquelle ni l'une, ni l'autre, ne sont possibles.

Tolérant : le passage d'une loi électorale articulée sur l'union d'un bloc contre un autre à une loi qui repose sur l'autonomie et l'affirmation des différences ne doit pas nous conduire à nous recroqueviller sur nous-mêmes et sur une vérité révélée en dehors de laquelle il n'y aurait point de salut. La force des convictions et des idées ne repose ni sur l'anathème, ni sur l'excommunication ! La démocratie, ce n'est pas la négation de l'autre, c'est au contraire le compromis. Mais il n'y a de vrai et de bon compromis que lorsque l'on est assez assuré de ses idées et assez convaincu de leur justesse pour en sauvegarder l'essentiel.

C'est en redonnant au pays des perspectives adaptées à ce que l'expérience du pouvoir nous a appris, fondées sur les principes de solidarité, de justice et de liberté qui sont les nôtres, que nous recréerons les conditions de la confiance. Sachons de surcroît convaincre et accueillir, écouter et rassembler – et cette confiance, nous la regagnerons.

LES OUTILS DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI

Un instrument de travail indispensable – Un dossier de base à commander :

Les outils de la politique et de l'emploi 24 fiches techniques : 25 F

- Les collectivités locales et l'action économique
- Le financement des entreprises
- Les aides à l'emploi
- L'appareil de formation, ses possibilités
- Les mesures spécifiques aux pôles de conversion.

Adressez votre commande au Parti Socialiste - Secteur Entreprises : 10, rue de Solférino, 75333 PARIS Cedex 07, accompagnée d'un chèque à l'ordre d'André Laignel.



Face à la crise, préserver les chances d'une prochaine génération socialiste

Motion présentée par Marc Chesnot, membre du comité directeur.

- Il est clair :
 - a) que la gauche et principalement le P.S. n'ont **pas répondu** à l'attente principale de leur électorat de mai et juin 1981, celle concernant la réduction du chômage ;
 - b) que le dit électorat est **parfaitement conscient** du changement d'orientation opéré par le pouvoir exécutif de l'Etat ;
 - c) qu'il est tout **aussi conscient** de la profondeur et de la durée encore à venir de la « crise » et du vide théorique des partis politiques **dans leur ensemble** à ce sujet ;
 - d) qu'une partie de cet électorat **s'est dispersé** soit dans l'abstention, soit vers la droite.
- Dans cette situation, **s'il convient** de limiter la casse à court terme, **il importe surtout** de préserver les chances d'une sortie de gauche de la « crise » à plus long terme, c'est-à-dire de :
 - a) travailler ferme à sortir de la « crise de la théorie de la crise » ;
 - b) commencer à préparer une troisième alternance, absolument plausible, le premier point conditionnant largement le second.
 Tel doit être **l'axe principal** du travail du parti dans les deux ans qui viennent, car 1988 est au bout.
- Une bonne part des propositions de cette motion s'origine dans une série d'amendements de fond présentés au « Projet socialiste » fin 1979, adoptés par la section de Blois, puis par la fédération de Loir-et-Cher, grâce à des majorités « transcourants », et finalement « renvoyés aux commissions d'étude du parti », mieux vaut dire aux oubliettes, par la commission des résolutions de la convention d'Alfortville...

Déblayer le terrain politique

Tirant les leçons de ses diverses déceptions, une grande majorité de l'opinion française souhaite que périodiquement un **choix** soit offert à l'électorat entre un grand centre-droit et un grand centre-gauche, conciliant chacun un certain pragmatisme et un minimum de projet caractérisé, aussi cohérent que possible, celui qui l'emporte étant assuré d'une **durée** d'application raisonnable.

Elle veut **donc** un mode de scrutin à dominante majoritaire.

L'opinion est favorable aussi à la présence au parlement de **petits partis** porteurs d'un discours vraiment original et novateur, aiguillonnant les grands partis.

De plusieurs façons, la loi électorale imposée par l'Elysée au pays et à une substantielle minorité du P.S. prend carrément l'électorat à rebrousse poil. Il ne peut être question de revenir dessus pour 1986 mais il faut **annoncer d'avance** la recherche d'un **consensus** avec une partie de la droite sur le mode de scrutin pour les **législatives suivantes**.

Au vu de l'histoire de France, le principe du système présidentiel s'avère dangereux pour l'existence même de la République. La situation de « crise » économique mondiale augmente le danger. Certes l'abstraction formaliste autorise-t-elle la critique de l'espèce de monarchie élective à durée déterminée sous laquelle nous vivons, peut-être plus que jamais.

Un rééquilibrage institutionnel est souhaitable et semble concrètement possible (cf. annexe A, point 44).

Il serait coûteux pour 1986 de paraître ignorer l'évidence de 1988 : en termes électoraux les meilleurs candidats sont, et seront plus encore après 1986, M. Rocard et J. Delors.

A eux ou à d'autres, l'urgence est de fournir un **cadre de référence** programmatique assez solidement fondé pour qu'ils ne soient pas tentés de s'en échapper.

Pour éliminer Chirac du 2^e tour et avoir une petite chance d'y battre R. Barre, après notre probable score de 1986, ce ne sera pas du luxe de **conjuguer les potentiels électoraux de Rocard et de Delors, d'une façon ou d'une autre**.

Lever des hypothèques théoriques

Nulle part J. P. n'amorce de définition du contenu possible d'une nouvelle croissance, même négativement : pas trace de critique de l'ancienne croissance, celle qui a abouti à la non-croissance.

Dans ses analyses préalables, J. P. impute presque totalement à une volonté politique du patronat l'absence d'investissements de capacité depuis 1983. Il met entièrement au compte de l'esprit prédateur les exigences inacceptables du patronat. Il faut voir plus profond.

J. P. n'imagine pas que les marges de profits, reconstituées, puissent être largement et judicieusement employées à faire face à la **dynamique** transnationale de la « crise » (par restructuration des bilans, acquisitions d'actifs stratégiques à l'étranger, placements de sûreté en vue d'utilisation ultérieure ou de limitation des aléas, monétaires et autres).

Il n'imagine pas que cette posture, en partie trop défensive, puisse être motivée par une incapacité (commune au patronat, au gouvernement, au P.S., à bien d'autres... et à lui-même !) de définir des perspectives crédibles quant au contenu d'une nouvelle croissance française dans un contexte mondial donné.

Il semble que pour J. P. l'énoncé de l'objectif « pacte national pour une nouvelle croissance », à condition d'être porté par une propagande bien faite et dynamique, suffise, sans plus de précisions, à créer un rapport de forces aboutissant à la conclusion du pacte.

Cela verse un peu dans le volontarisme « idéelliste ».

Quelque part, J. P. affirme : « La condition de la croissance retrouvée, c'est plus de démocratie, c'est-à-dire l'acceptation par la droite profonde du partage du pouvoir ».

Implicitement, l'affirmation de J. P. comporte un **enjeu** de première importance : le **principe même de l'économie mixte**.

Elle implique un **principe de co-décision généralisée et institutionnalisée** qui ne peut manquer de poser problème aux organisations syndicales des salariés.

Ailleurs on trouve ces mots : « Concrètement, ce dont le P.S. a besoin (...) ce n'est pas tant d'un débat abstrait sur l'orientation (...) c'est de propositions qui concrétiseront cette orientation, qui lui donneront vie ».

Nous pensons qu'il lui manque une orientation **correctement abstraite de l'analyse concrète de la situation concrète...**

Le C.E.R.E.S. ou le deuxième avatar de la pensée politiciste

Considérons **surtout** que toute la construction repose sur le postulat de la guerre économique.

Cela a le **mérite d'introduire la dimension internationale au cœur du débat**, ce que ne font ni J. Poperen ni les « modernistes ». Par contre cela a le **défaut dirimant d'inverser la causalité** crise - guerre économique (cf annexe A, point 24) et donc d'évacuer toute recherche des causes profondes de ladite crise, et donc sur sa dynamique transnationale... Assurément cela facilite l'escamotage de la vulgate marxiste qui sous-tendait le « Projet socialiste pour les années 80 ». Ce qui est grave c'est que cela escamote du même coup la notion de dialectique de l'économie et du politique. Cela verse dans l'idéalisme à la Debré, éclairant singulièrement la conception cérésienne du rassemblement. C'est du politicisme, comme chez J. Poperen, mais d'une sorte quelque peu différente.

Le « modernisme », pensée sociétaliste et troisième avatar de la pensée politiciste

Le « modernisme » rejoint les deux autres pôles de pensée pour l'absence de réflexion critique fondamentale sur l'économie mais il dit « le » réalisme économique



quand les autres disent « la » croissance, comme si l'un était une notion plus claire que l'autre, l'un univoque et pas l'autre.

Il a un discours autour de la « crise » plutôt que sur la crise, mais c'est pourtant un mérite par rapport aux deux autres pôles.

La partie de ce discours la plus proche de la théorie économique consiste à désigner les « mutations technologiques » comme une des causes majeures de la crise et à estimer que devant cela il convient seulement de gérer une période d'adaptation structurelle, aussi bien ou mieux que les pays concurrents.

Au principal, la crise est présentée comme résultat de changements d'aspirations et de comportements de la population, auxquels il faudrait aussi s'adapter. Cette « explication » est un aspect d'une large pensée « socialiste », plus pertinente dans d'autres domaines.

L'effondrement de la vulgate marxiste a libéré au sein du P.S. et alentour un espace politique pour cette sorte d'impérialisme intellectuel du socialisme.

Face aux contraintes extérieures, « le modernisme » mise essentiellement sur les réactions « micro-économiques », micro-sociales et individuelles, sur les synergies locales par opposition aux « plans » et organismes sectoriels verticaux, donc sur la décentralisation maximale des pouvoirs de toutes natures vers des structures horizontales.

Il y a beaucoup de bon là-dedans mais aussi de l'excès et, surtout ce n'est pas à l'échelle du défi posé par la « crise ».

Les « modernistes » perçoivent les pays dont émanent les contraintes comme régis par les principes qu'ils voudraient voir appliqués en France : nous aurions simplement un retard, traditionnel mais léger, à rattraper sur la même voie.

Cela révèle une double méconnaissance :

- a) des avantages naturels et historiques considérables dont bénéficient les U.S.A. ;
- b) de l'existence aux U.S.A. et encore plus au Japon (ailleurs aussi) de stratégies impliquant la puissance publique et dont les facteurs militaires et géo-politiques sont des éléments importants, ainsi qu'une dureté sociale inacceptable.

En France, le hiatus béant entre processus de désorganisation et processus de réorganisation appauvrit gravement et démolit une minorité importante de la population, plus vulnérable que la majorité pour diverses raisons dont l'héritage des politiques menées antérieurement par la droite.

Le « modernisme » se veut alors solidariste mais bute là sur une contradiction. De fait, plus de deux années de politique gouvernementale « réaliste » n'ont réussi qu'à freiner la croissance du chômage réel total, celle du chômage de longue durée s'accroissant dramatiquement. Le coût du traitement social du chômage (actions de formation incluses) s'élève beaucoup tandis que s'exténue, loin du but, l'amélioration des « équilibres » extérieurs.

L'affirmation d'une volonté de réduire le taux des prélèvements obligatoires pour dynamiser l'économie prend à revers l'aspiration solidariste, d'autant plus que les charges « normales » de santé et de retraite croissent aussi en volume.

Certes les « modernistes » conséquents ont un élément de réponse à moyen terme avec la réduction différenciée du temps de travail, liée à la réorganisation du travail et non totalement compensée. C'est excellent mais loin de suffire et désormais trop tardif. En outre le gouvernement « moderniste » répugne visiblement à s'engager sur ce terrain où les choses ne se règlent pas par décrets.

Pistes pour un nouveau projet socialiste

Quelques considérations fondamentales

La machine économique n'est pas un système fermé (contrairement à la représentation qu'en donne la comptabilité nationale).

La plus grande part de la consommation finale reste dans la « machine » sous forme de flux de force de travail.

Un solde en sort, sous diverses formes :

- a) activités économiquement parasitaires ;
- b) bien-être matériel réel qui peut se traduire de diverses façons difficilement dissociables :

- allongement de la durée de vie moyenne de la population ou de certaines de ses catégories, croissance démographique ;
- satisfactions hédoniques - culturelles.

La finalité de la machine, c'est ce qui en sort.

Quantitativement ce surplus est faible, par rapport aux besoins de la machine. Une des explications de la « nouvelle crise » est que le rendement de la machine aurait diminué depuis vingt ans dans les pays urbano-industriels.

La vraie lutte sociale immédiate porte, plus ou moins confusément sur le partage du surplus et non sur celui de la valeur « ajoutée ».

La lutte pour le partage de ce surplus est dialectiquement liée à l'action pour l'amélioration du rendement de la machine économique.

Ce rendement est quelque chose comme la somme algébrique des rendements des deux pôles de la machine :

- a) la production matérielle (comprenant les services aux unités de production considérées) ;
- b) la production de force de travail, et plus généralement d'énergie humaine (comprenant les services aux personnes).

L'indispensable planification doit être surtout un moyen de formation d'une conscience sociale

Aujourd'hui, paradoxalement, l'économétrie tue la planification qu'elle avait précédemment favorisée, par « comptabilité nationale » interposée.

La planification doit travailler sur la base de la notion systémique du « type de développement » qui s'oppose dialectiquement à celle du « modèle de croissance ».

Bien entendu, la recherche du meilleur type de développement doit se combiner avec la prise en considération des contraintes et des opportunités extérieures dont certaines ne sont pas strictement économiques mais sont largement géo-politiques.

Ainsi doit s'élaborer une stratégie de sortie « de crise » reposant principalement sur le consentement, les décisions individuelles et l'action collective de la population, ce qui suppose :

- a) une confiance politique dans le « pouvoir » ;
- b) l'existence d'une conscience sociale des possibilités, des nécessités et des impossibilités caractéristiques d'une période longue.

Cette conscience sociale est le plus efficace moyen de pilotage et de canalisation du marché.

Ne disparaît pas pour autant l'utilité d'instruments d'intervention directe et sélective de la puissance publique.

L'emploi d'instruments de manipulation du marché est conceptuellement légitimé par l'existence, à l'intérieur de la machine économique, de phénomènes non mesurables.

C'est ce fait qu'il faut intégrer dans la théorie et opposer aux libéraux (il y en a au moins une autre concernant la circulation de la force de travail - ressource).

Crise - guerre économique - stratégies - pour une matrice de raisonnement et d'évaluation

Si l'on considère l'économie à l'échelle mondiale, la « contrainte extérieure » disparaît mais pas « la crise ».

La « crise » économique engendre la « guerre économique » plus que l'inverse.

La guerre économique accentue globalement la crise et surtout ses effets différentiels entre pays et catégories sociales (plutôt une tréalisation sociale qu'une dualisation - la démocratie peut jouer contre la solidarité).

Les dispositifs protectionnistes sont secondaires par rapport à l'accélération de la course à la productivité - compétitivité, destinée à exporter chez les autres une crise d'origine interne à chaque espace économique.

Ce qui départage ces pays dans cette guerre, ce n'est pas essentiellement l'application plus ou moins matinée de théories de régulation macro-économique conjoncturelle.

C'est principalement trois choses :

- a) les richesses naturelles (quantités, qualités) rapportées à la population.
- b) le potentiel créé dans le passé : stock d'équipement, dimension du marché intérieur, qualification culturo-professionnelle de la population.

Ces deux facteurs (a et b) déterminent des réserves de puissances, des puissance de frappe différentes (notamment sur les plans financier - monétaire et militaire).

c) La mise en œuvre de ces réserves de puissance dans des stratégies plus ou moins adéquates, selon le « génie » culturo-politique propre à chaque peuple et à ses groupes dirigeants.

Quelques aspects particuliers

Agriculture France, Europe, Monde

En 1983, devant la Commission nationale agricole du PS, Ed. Pisani a affirmé que l'Europe doit

- devenir massivement exportatrice de produits agricoles pour les 40 prochaines années,

- donc devenir compétitive avec les USA dans ce domaine (il n'a pas précisé avec quel taux de dollar...) et que les réserves de productivité de l'agriculture européenne le permettent.

Ces affirmations soulèvent bon nombre de questions



a) extérieures à l'Europe :

- possibilité d'existence de **clients solvables** (hors U.R.S.S.)
- réserves de **productivité agricole des U.S.A.** voire d'autres concurrents,

b) intérieures à l'Europe : conditions relatives aux structures d'exploitation, productions à réduire et à développer selon les régions naturelles, aux technologies et à l'environnement, aux revenus des agriculteurs et à leur formation, aux instruments d'intervention (par l'amont et non plus par l'aval), etc.

On n'a connaissance d'**aucun document public étudiant méthodiquement** cette problématique.

Il semble que règne un **véritable tabou**.

Les **U.S.A. de Reagan** engagent une **nouvelle politique agricole**, drastique.

Considérant l'**ampleur et le caractère stratégique** de l'enjeu, il est **inadmissible** que le parti ne soit pas intervenu pour susciter les études et les débats nécessaires.

La contrainte énergétique sur le Tiers-Monde

Avec la destruction ou la perte de pertinence des **savoirs agricoles ancestraux** et la **détérioration des sols** (déforestation entre autres), le **manque de ressources énergétiques** (notamment pour la cuisson, le pompage, les transports et l'artisanat) compte au nombre des **principaux facteurs de blocage** du développement du Tiers-Monde, **vu la pression démographique**.

Il **tend à devenir le facteur clé**.

Or, **partout** où existent à la fois en abondance eau, espace, ensoleillement, **existe une ressource énergétique potentielle**, renouvelable, stockable, transportable, polyvalente et écologiquement parfaite.

C'est l'**hydrogène**, qu'on peut produire par plusieurs filières technologiques, certaines fort simples et s'accommodant de petites unités. Les régions propices sont nombreuses dans le Tiers-Monde.

Il suffit d'examiner l'**évolution** de la balance commerciale de l'**Inde** pour se convaincre du poids de la contrainte énergétique sur les P.V.D.

Il suffit de considérer les **aptitudes technologiques** de plusieurs grands pays non ou peu pétroliers du Tiers-Monde, pour se convaincre des possibilités offertes par l'hydrogène.

L'**obstacle essentiel** au développement immédiat de cette ressource réside dans les **intérêts des grandes puissances énergétiques actuelles**, pays ou firmes.

Société et pouvoir pour un rééquilibrage institutionnel

Le **Parlement** actuel et les « **médias** » opèrent mal la **médiation nécessaire** entre la société et un pouvoir politique « **exécutif** » **dominé** par l'institution présidentielle.

Sans bouleverser le système, il semble possible de l'améliorer par plusieurs moyens :

a) Modifier la composition et étendre les prérogatives du **Conseil économique et social**.

b) Modifier le mode de recrutement des **sénateurs** (idée d'un collège de sénateurs temporaires « de droit »).

c) Réformer le **mode de scrutin** pour les élections législatives, en conservant une « dominante majoritaire » (cf. 44).

d) Dans certaines limites et avec certaines précautions, ouvrir des possibilités de **référendum législatif**.

e) Limiter le **cumul des mandats** - Statut de l'élu (reconversion, reclassement).

Sans doute assainirait-on la **fonction présidentielle** en limitant le mandat à un **septennat non renouvelable**.

Assouplir le **mode de scrutin** pour les élections législatives.

Le scrutin majoritaire à deux tours présente **trois rigidités** excessives :

a) élimination des **petites formations** qui ont quelque chose à dire,

b) élimination ou entravement de **personnalités originales**,

c) **globalité** du désistement « bloc contre bloc ».

Il semble possible d'**assouplir** cela sans compromettre la formation de **majorités parlementaires** stables, par deux moyens :

a) Un **deuxième tour** n'interviendrait que si l'**écart** entre les deux candidats les mieux placés est inférieur à une certaine proportion du nombre des électeurs inscrits.

b) Un **contingent de sièges « nationaux »** serait réservé aux formations qui, au premier tour, ont présenté des candidats dans **plus du tiers** des circonscriptions ou obtenu **plus de 4 %** des suffrages exprimés nationalement.

Ce contingent serait **réparti** de la façon suivante :

- deux sièges pour **chacune** des formations concernées (attribués aux candidats non élus ayant obtenu le **meilleur score** de leur formation).

- la **moitié du reste** à la formation ayant obtenu le meilleur score national (même critère de sélection).

- le reste à la **proportionnelle** (même critère).

Toutes ces dispositions visent à « **instiller** » de l'**aléatoire et de la diversité**, et à réserver toujours un **rôle majeur à l'électorat**.

Il conviendrait d'**instaurer** le système **par référendum**, pour plusieurs raisons :

a) **Obliger les citoyens à s'intéresser** à une question dont la solution **ne peut être juste et efficiente que si elle est complexe**.

b) Gêner les « **réformes** » de « **circonstance** ».

c) **Passer outre** certains « **principes** » juridiques trop formels.

d) Le système électoral proposé **forme un tout** avec les **réformes constitutionnelles** suggérées.

Crise urbaine, crise tout court et stratégie

Presque tout le monde en France, maintenant, admet l'existence d'une crise urbaine mais peu de gens s'interrogent sur ses rapports avec la 3^e révolution industrielle, avec la croissance des « **consommations de santé** », le changement des mentalités etc. et finalement avec ce qu'on appelle « **la crise** ».

Quelle peut être la place du phénomène urbain dans le « système crise » ?

Admettons d'emblée que la crise urbaine est **moindre en France que dans beaucoup d'autres pays**, soit plus avancés que nous dans la 3^e révolution industrielle, tels les U.S.A. et le Japon, soit du Tiers-Monde.

Voyons pourtant qu'elle y est **plus grave que dans certains pays développés**.

En France même elle est **inégalement répartie**. Moindre en général dans les « **villes moyennes** », elle y varie aussi selon les quartiers, même des quartiers de compositions socioprofessionnelles voisines, d'une même ville.

Des enquêtes comparatives méthodiques seraient du plus haut intérêt.

Constatons qu'en France la « **crise** » **économique fait suite** à une longue période d'exode rural et d'immigration étrangère, liés à une urbanisation **accélérée, bien plus que dans les autres pays développés**.

La qualité de cette urbanisation a souffert de l'appel de capitaux par les industries en développement. Elle a souffert aussi de la pression sur le marché foncier.

Ainsi la notion de contenu harmonieux de la croissance apparaît concrètement liée à celle de vitesse de croissance.

Je négligerai le fait majeur que vitesse et harmonie de la croissance sont elles-mêmes liées au « **contexte extérieur** », via la « **compétitivité instantanée** ».

Le fait est qu'aujourd'hui c'est une **proportion** de la force de travail **beaucoup plus forte** qu'en 1960 qu'il faut **reproduire** dans les conditions offertes par la ville et que ces **conditions** ont été **bouleversées** depuis 35 ans.

De cela on peut induire une hypothèse de causalité de « **la crise** », hypothèse qui peut-être **confortée par d'autres approches analogues** concernant l'alimentation, la santé, la vie sociale et culturelle.

Certes il ne s'agit pas là de déductions, de démonstration rigoureuse, mathématique, mais au moins de **très forte présomption**.

La rapidité de l'urbanisation a posé aux populations concernées de difficiles **problèmes d'adaptation**, entraînant des coûts d'encadrement social et d'assistance. D'aucuns peuvent imaginer que cela se tassera avec les générations suivantes.

Je crois plutôt que la **répercussion sur la 2^e génération** est encore **plus ravageuse** que le choc de la transplantation sur de jeunes adultes. De plus **ceux-ci, vieillissent, sont fragilisés**.

La plupart des plus aisés se replient vers les nouvelles zones pavillonnaires, entraînant d'importants coûts d'investissement et de fonctionnement, tandis que la sous-occupation des immeubles H.L.M. s'étend et qu'ils se « **ghettoisent** ».

On peut donc craindre un **phénomène cumulatif** dont les aspects matériels et socioculturels se combinent, en se multipliant plutôt qu'en s'additionnant.

Les structures de l'espace urbain ont évolué depuis 35 ans dans plusieurs directions, depuis celles des logements jusqu'à celles de la ville entière en passant par celles des quartiers.

a) **La ville est devenue énérgo-vorace** : sous-isolation thermique puis réaction pavillonnaire, zonage, baisse relative des prix du pétrole et des voitures particulières. On a un choc en retour par les prix de l'énergie.

b) **Elle est devenue spatio-vorace** : circulation et double stationnement (départ et arrivée) des voitures, réaction pavillonnaire. Le poids économique des réseaux s'est fortement accru, malgré une surdensification des zones d'immeubles collectifs, mal compensée, pour le bien-être des gens, par un modeste accroissement des surfaces des logements.

c) **Elle est devenue chrono-vorace**, conséquence de ce qui précède et aussi de la croissance des problèmes d'entretien et de la complexification administrative, vorace de temps de travail marchand mais aussi de temps prétendument libéré.

d) L'augmentation des facteurs de nuisances, notamment sonores, et la sous-isolation acoustique ont accru les agressions physio-psychologiques.

e) Sous-équipement socioculturel, uniformisation architecturale et indigence esthétique ont accéléré l'appauvrissement culturel.

Tout cela était d'une **certaine façon en cohérence** mais d'une **autre façon en dynamique néfaste** avec le **système productif** : sous-qualification et sur-encadre-



ment de la main-d'œuvre (d'abord dans l'industrie puis dans une partie des services), développement du travail posté en 3x8, nouveau développement d'un travail féminin, plus sous contrainte financière que comme moyen d'épanouissement et de libération.

Un des résultats fut la **fréquence croissante** de la fuite temporaire et onéreuse hors la ville. Des Z.U.P., des Merlin-plage, des autoroutes entre les deux et des bagnoles partout, tel fut le **projet de « type de développement » qui s'est coïncé : il faut aujourd'hui, à l'échelle du pays, davantage de biens et services que jadis pour (re)produire une même quantité de force de travail.** Voilà ce que les modèles ne peuvent pas dire mais que la théorie économique peut suggérer.

En fonction de ce qui précède, voici **quelques idées pour l'avenir.**

- a) Le remodelage d'une bonne partie du cadre de vie urbain est, pour la France, un **élément majeur d'une stratégie** de sortie de crise. **Seul prêté à discussion son étalement dans le temps.** En faire un grand **débat national sur la planification.**
 - b) Ce remodelage peut être **articulé sur le processus de requalification de la main-d'œuvre**, qui peut permettre une augmentation de la part des ressources des ménages affectée à l'habitat. Inversement un meilleur habitat favoriserait la requalification.
 - c) Il peut y avoir **auto-alimentation croissante** du processus par **réduction progressive des consommations de santé**, à âge égal.
 - d) Il urge de **moderniser les principales industries d'amont du bâtiment** (économies d'énergie) et de construire au moins une aciérie électrique (acières à béton).
 - e) **Travailler les concepts** d'immeuble collectif populaire de qualité, de quartier-unité de vie, de réseau de villes moyennes, d'agglomération multipolaire etc.
 - f) Développer les **transports collectifs urbains** au détriment de l'usage urbain des voitures particulières.
 - g) Le « projet urbain » peut être un **moyen de réveiller la société civile.**
 - h) Pouvant comporter une part notable de **réhabilitation**, il est **favorable à la remontée de l'emploi et aux P.M.E.** dans l'industrie du bâtiment.
 - i) Cependant des **démolitions** s'imposent qui doivent être **choisies pour favoriser** d'une part la restructuration des quartiers, d'autre part une meilleure répartition de la population entre les villes.
- Cela implique un **mécanisme financier** assurant une équitable répartition des charges financières résiduelles.

Entreprise, crise, technologie

Incontestablement, **un des handicaps majeurs** de la France dans la guerre économique qui résulte de la crise générale de la « civilisation urbano-industrielle » est la faiblesse qualitative ancestrale de son secteur capitaliste privé.

Cause ou effet ? il n'a jamais pu ou su se passer d'adjuvants colbertistes, d'efficacité relative et variable.

A cet égard la pyramide des âges de nos chefs d'entreprise est particulièrement **défavorable** aujourd'hui. Paradoxalement cela peut offrir une **opportunité pour demain** si la transmission des entreprises s'opère selon les critères premiers de la compétence, du dynamisme, de l'esprit d'innovation et d'ouverture sociale.

La loi Delors sur l'initiative économique était particulièrement opportune.

D'une certaine façon on peut dire qu'il nous faut **achever la révolution bourgeoise capitaliste** en même temps qu'**activer une évolution naissante vers l'autogestion**, approfondissement du socialisme.

Dans une certaine mesure il s'agit de court-circuiter l'étape du compromis social-démocrate à l'allemande qui fut une réussite (à la différence du système hybride anglais).

Il s'agit à la fois de vivifier notre capitalisme privé et d'en réduire quelque peu le champ, de façon non autoritaire, et, en même temps aussi, de réduire le champ de l'économie publique comme celui de l'Etat en général (sans renforcer les féodalités notabilliaires locales, et là les actuelles lois de décentralisation appellent impérativement un complément).

Les **progrès** récents mais notables de la **culture d'entreprise** chez les salariés rendent **possible** ce dépassement progressif, mais dialectique, des deux éléments du concept d'économie mixte qui est en équilibre instable entre la version allemande de la social-démocratie et le « capitalisme monopoliste d'Etat ».

Il ne faut pas prendre les considérations ci-dessus comme constituant une voie de sortie de crise pour notre pays. Elles dessinent un environnement favorable mais ont l'essentiel de leur valeur en elles-mêmes.

Elles laissent entière la **question** des causes profondes d'une « crise » qui affecte l'ensemble des pays urbano-industriels, au-delà du phénomène classique de saturation de certains marchés (ceux des biens de consommation durables, caractéristiques des « trente glorieuses »).

A cet égard, **deux fuites en avant** paraissent largement **illusoirs** :

- a) l'invention de **nouveaux biens de consommation** tels ceux des « industries de la communication », qui ne sont guère substituables à des produits « vitaux » actuels.
- b) la recherche d'une **ressource énergétique miracle**, telle la fusion nucléaire contrôlée, comme sorte de substitut général à toutes matières premières et à la force de travail physique.

A supposer que les recherches conduites dans ce domaine à grands coups de capital finissent par déboucher, ce serait à **trop long terme** et de façon **applicable seulement** dans les pays les plus développés du monde.

Il est fort probable qu'**avant cela** les convulsions de l'**humanité**, allant croissant, l'auraient **décimée** par la famine et/ou par la violence, sans sanctuarisation possible.

Les **innovations de processus** s'imposent à nous avec urgence du fait de la guerre économique internationale mais sont grosses de « guerre sociale » (chômage, emplois de misère et de sujétion) et d'écrasement d'une bonne partie du Tiers-Monde.

Les **innovations de produits** actuellement élaborées dans les pays développés ne constituent une voie de sortie de crise ni pour eux ni pour les autres.

Il faut chercher dans **d'autres directions.**

a) **Réduction de l'intensité consommatrice** de la production de la force de travail ; par voie de **conséquence**, développement de la culture « sans but productif » et élargissement de la démocratie (dont l'autogestion).

b) **Innovations de produits et de processus adaptés** à la fois aux **possibilités** et aux **besoins** du **Tiers-Monde**, possibilités et besoins conçus **en dynamique.**

De cela pourrait se dégager un **potentiel** de débouchés et d'approvisionnement pour les pays développés et notamment l'**Europe** si elle veut bien devenir le vecteur de la double politique ci-dessus, comme elle est **le mieux placée** pour l'être.

En conclusion

L'avance l'idée que la révolution culturelle qui se cherche demande une déconstruction des discours politicieste, économiste et sociétaliste pour reconstruire un discours intégrateur de ces trois dimensions.

A cet égard, à des degrés divers, les six contributions générales me laissent sur ma faim.

Pour cause, le texte Jospin se contente, par un lien ténu, de raccrocher le républicanisme aux valeurs du socialisme. Les valeurs ! Un projet politique ne peut pas s'en déduire. C'est précieux, certes, comme inspiration a priori et comme critère d'appréciation a posteriori, et là, ça commence à nous faire mal, mais ça ne peut pas servir de matériau de construction d'une stratégie.

Admettons que nous n'ayons pas changé de valeurs, mais avons-nous changé ? Cette question permet sans doute trop d'échappatoires, encore que la bonne vieille méthode de la fausse supposition puisse l'éclairer.

Supposons qu'une Droite restée au pouvoir en 1981 ait inventé les T.U.C. vers 1983. Que n'aurions-nous pas entendu au P.S. ?

Pour ne pas avoir le bonnet d'âne, posons donc les questions suivantes : de quoi, en quoi et pourquoi avons-nous changé ?

Malheureusement nous n'avons pas encore changé d'analyse théorique de la crise. Nous en avons abandonné une, sans la remplacer. Ou plutôt elle nous a abandonnés, pulvérisée par le choc du réel. Voilà pourquoi notre politique a changé et ne s'est pas bonnement adaptée à des obstacles qu'on aurait seulement mal évalués.

A gauche et largement dans les rangs du P.C., l'opinion a parfaitement compris que P.S. et P.C. s'étaient royalement plantés sur la nature de la crise. Ne pas le reconnaître nourrit la défiance du peuple de gauche comme de l'autre.

A Mauroy je dirai : ton super-optimisme de commande sur la situation économique à la veille des municipales de 1983 pèse encore lourd dans la défiance du peuple de gauche à notre égard, plus lourd que l'ancre que tu mouilles à babord sur le fond peu consistant où tu nous a conduits. Là, le courant est fort et le vent pousse dans le même sens : vers tribord.

Le parti s'était planté sur l'analyse de la crise. A ce propos, j'espérais quelques apports de Rocard... rien...

Sans schématiser beaucoup on peut dire : faute de conception théorique crédible sur le marché des idées, et non point par trahison au sens du P.C., le pouvoir fait du centro-pragmatisme plus ou moins inventif.

En socio-économie, Fabius fait du Barre amélioré et Rocard s'efforce de proposer du Fabius amélioré. Ce n'est d'ailleurs pas sans intérêt.

On pourrait supporter que le pouvoir fasse momentanément du Barre amélioré si le parti prenait ses dispositions pour sortir rapidement du brouillard théorique. La « crise » continue à se développer mondialement et la guerre économique avec elle. La Gauche, la France, l'Europe sont condamnées à découvrir ou à dépérir. On ne peut attendre 107 ans pour y voir plus clair.

Certes il y a carence de l'établissement intellectuel, voire résistance aux idées non conformistes mais sérieuses qui pointent ici ou là.

J'ai fini par me convaincre que les ordinateurs se sont mis à fabriquer en série les économistes dont ils ont besoin pour fonctionner.

Est-ce utopique de penser qu'un parti socialiste devrait être à la fois parti de masse enraciné dans la société et intellectuel collectif capable de secouer le paletot des intellectuels spécialisés et des coureurs de pouvoir ?



C'est alors fatalement que nous sommes tombés dans l'imbroglio Jospin-Fabius.

Dire comme Jospin « oui à la proportionnelle intégrale en 1986 mais pas pour gouverner avec le moindre morceau de la Gauche de la Droite », c'est contradictoire.

A mes yeux la question est d'abord de savoir pour faire quoi on gouvernerait avec tel ou tel. C'est là que le bât blesse. Le congrès, qui devrait en traiter, ne le fera sans doute guère et ce serait déjà bien tard.

J'en suis à me demander si le vrai problème de la période n'est pas de savoir dans quel état le parti retournera à l'opposition. Peut-être même faut-il commencer à penser à la façon de laisser sa chance à une prochaine génération socialiste.

Je crois qu'il y a crise de la théorie de la crise et j'ai essayé de proposer à tous les courants et sous-courants quelques pistes pour en sortir car il me répugne de

critiquer sans proposer et la fréquentation du gratin de la technocratie française m'a ôté quelques complexes.

Oui ou non, y-a-t-il crise de la théorie de la crise ?

Répondez SVP, Jospin, Fabius, Mauroy, Chevènement, Rocard, j'en passe et non des moindres !

Si la réponse est oui, dites-nous ce que vous faites ou allez faire pour nous sortir de cette crise-là.

Certes la question vaut aussi pour les leaders de la Droite, mais nos valeurs à nous nous imposent davantage de travailler à voir clair. En ne le faisant pas nous donnons prise à la fois au discours éculé de la direction du P.C. et à l'offensive idéologique de la Droite la plus sommaire.

Nous gouvernons et le peuple attend. Il attend de nous autre chose que la modernisation, le républicanisme, le ressemblémentisme banal et le truisme de l'économie mixte : un parler vrai qui ne soit pas un parler court.

Désignation des candidats pour les élections législatives et régionales de mars 1986

Réuni les 24 et 25 août 1985, le Comité directeur a adopté à l'unanimité (moins 5 abstentions) la procédure de désignation de nos candidats pour les élections de mars 1986.

Il est en outre rappelé qu'un camarade doit avoir au moins 3 années de présence au parti (voir aussi disposition art. 10) pour que sa candidature à l'une et/ou à l'autre de ces élections soit recevable.

Le Comité directeur a pris l'engagement collectif de défendre auprès des fédérations la répartition d'un certain nombre de places en tête de listes entre les différentes sensibilités du parti. Cela dans le respect du rôle des C.E.F. tel que le définit la procédure et du vote des militants comme le précisent les statuts.

Le Comité directeur a souhaité qu'un certain nombre de places sur les listes soient réservées à des personnalités extérieures ou à des représentants de formations politiques proches.

Procédure de désignation des candidats du Parti socialiste

Ces deux scrutins sont des scrutins de liste à la proportionnelle départementale.

Il convient donc, pour l'un et l'autre, d'adopter la même procédure de désignation. L'investiture du parti sera donnée par la Convention nationale.

Envoi d'une circulaire nationale

Le Comité directeur du 6 juillet a fixé au 26 août l'ouverture de la procédure de désignation des candidats. L'appel de candidature sera clos le 10 septembre. Une circulaire nationale rappellera les principes qui doivent présider à la composition des listes : quota femmes, ancienneté dans le parti, etc. Elle donnera quelques recommandations politiques. Enfin, elle précisera la procédure suivante :

1) Appel des candidatures

Dès réception de la circulaire, les fédérations lancent un appel de candidature auprès des sections. Les candidatures écrites seront déposées à la fédération, en même temps que l'engagement prévu par les statuts (art. 51), y compris l'engagement sur les cotisations des élus. Les listes de candidatures seront, pour information, adressées par les fédérations à la direction nationale du parti. Les fédérations pourront prendre les mesures qu'elles jugeront utiles à la bonne information des militants.

2) Réunion de la C.E.F. pour l'élaboration des listes

Dans la période qui suivra la clôture du dépôt de candidature, toutes

les C.E.F. se réuniront pour élaborer une proposition de liste législative et régionale.

Après débat entre membres de la C.E.F., une proposition de listes ordonnée et complète est soumise au vote de la C.E.F. par le Secrétariat fédéral. Pour l'adoption de cette liste, la majorité absolue des présents est nécessaire au premier tour de scrutin. Si cette majorité absolue n'a pas été atteinte, la C.E.F. procède à une nouvelle délibération, puis à un nouveau vote. Pour ce second tour de scrutin, seule la majorité relative est requise (c'est la proposition de liste arrivée en tête qui sera présentée au vote des militants au nom de la C.E.F.).

3) Vote dans les sections sur la proposition de la C.E.F.

La liste établie, qui servira de bulletin de vote, ainsi que les propositions alternatives éventuellement présentées par des membres de la C.E.F. sont portées à la connaissance des militants dix jours au moins avant les opérations de vote dans les sections.

A une même date, fixée par la fédération, les sections se réunissent en Assemblée générale. Les militants votent sur la liste établie par la C.E.F. et les éventuelles propositions alternatives résultant des délibérations de la C.E.F.

Le vote est individuel, à bulletins secrets. Prennent part au vote tous les adhérents à jour de leur cotisation et ayant adhéré avant le 6 juillet 1985. Les résultats sont envoyés à la fédération.

4) Récolement des votes

Les résultats des votes intervenus dans les sections sont adressés à la fédération qui en fait le récolement. Une proposition – celle de la C.E.F. ou une proposition alternative – est considérée comme prise en compte dès lors qu'elle obtient, au niveau de la fédération, 50 % des voix plus une. La fédération enregistre le vote des militants et transmet le résultat pour la liste législative et régionale à la Convention nationale.

5) Les opérations de désignation pourront s'ouvrir dès la clôture du dépôt des candidatures et devront être terminées en tout cas le 5 novembre.

La Convention nationale de ratification aura lieu le 10 novembre.

6) Il est rappelé qu'en application de l'article 49 des statuts, chaque liste de candidats doit comprendre un pourcentage minimal de 20 % de candidatures féminines, correctement réparties. Ce quota s'applique au nombre de sièges à pourvoir dans le département. Le respect de cette disposition conditionne la ratification par la Convention nationale.